

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 14/10/2020

N° : 2020/184

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/70

 **Décisions**

Page 71/220

ARRÊTÉS

Arrêté n° 20/237/CM

Délégation de signature à Monsieur Christophe Blanc, Directeur Logistique et Flotte Technique au sein du Pôle propreté, cadre de vie et valorisation des déchets du Conseil de Territoire Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté DRH 2015-9176 du 7 octobre 2015 portant Monsieur Christophe Blanc Directeur des moyens techniques.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 20/220/CM du 11 août 2020.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Christophe Blanc, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, relative exclusivement à :

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

- l'exécution de l'accord-cadre n° 17 AC-001 notifié le 24 juillet 2017 pour une durée d'un an reconductible quatre fois,
- ayant pour objet l'acquisition de gazole pour le parc de véhicules du groupement de commandes avec la Régie des Transports de Marseille (RTM), Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP), Régie des transports des Bouches-du-Rhône (RDT 13), suivants :

1/ la préparation et la passation des marchés subséquents, inférieurs au seuil relatif aux directives européennes des procédures formalisées pour les marchés publics de fournitures et services :

- lettres de consultation relatives à un marché subséquent inférieur à ce seuil ;
- lettres aux candidats en cours de consultation (lettre de réponse aux questions des candidats, information sur les corrections apportées au DCE, etc.) ;
- lettres, circulaires ;
- courriers de négociation ;
- demandes de régularisation des offres ;
- demandes de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- demandes de maintien de l'offre après expiration du délai de validité des offres ;
- lettres de demande des pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, avant notification ;
- lettres de rejet des offres, y compris hors délai ;
- lettres de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- déclarations sans suite ou d'infructuosité de ces marchés et courriers d'information aux candidats ;
- mises au point de ces marchés et accords-cadres ;
- courriers de notification, pièces contractuelles du marché subséquent.

2/ l'exécution des marchés et accords-cadres compris entre ces seuils :

- bons de commande ;
- ordres de livraison ;
- application de pénalités ;
- décisions relatives à l'admission des fournitures ;
- factures pour approbation du service fait.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Blanc, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe Blanc, la délégation de signature définie à l'article 2, est donnée à :

- Monsieur Luc Asia, Directeur adjoint de la Direction Logistique et Flotte Technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe Blanc et de Monsieur Luc Asia, la délégation de signature définie à l'article 2, est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Arrêté n° 20/238/CM

Délégation de signature à Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affaires générales et Moyens Généraux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat à durée indéterminée, inscrit au registre des actes n° DRH 2017-7168 du 18 juillet 2017 portant Madame Sophie Conte, Chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Affaires générales et Moyens généraux, à compter du 1^{er} août 2017.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 20/122/CM du 17 juillet 2020.

Article 2 :

Délégation est donnée à Madame Sophie Conte, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des affaires générales et des moyens généraux

Gestion des contrats aidés et des contrats d'apprentissage

- Courriers et attestations divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers et convocations divers aux agents y compris pour procédure disciplinaire, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs, courriers de licenciement de fin d'engagement, certificat de travail) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Compte Personnel de Formation des agents ;
- Tous les actes administratifs liés au congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations sans incidence financière.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) d'un stage ;
- Conventions de stage sans incidence financière et tous les courriers y afférents.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Autorisations spéciales d'absence hors absences syndicales ;
- Courriers relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires) ;
- Congé ou une RTT.

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, accueil à l'enfant, adoption ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Etats de service pour inscription à un concours ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel des consignes.

Gestion du télétravail :

- Courrier d'autorisation ou refus délivré aux agents.

Paie :

- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers liés à l'engagement et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Recrutement :

- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours et documents pour fin de contrat.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CARSAT, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., CARSAT. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Ordre de mission national et état de frais inhérents ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent.

Divers :

- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatifs au personnel affecté à la direction.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Ressources humaines pour tout le personnel métropolitain

- Remisages à domicile ponctuel supérieur à 3 jours consécutifs ou supérieur à 2 par mois pour le même agent ;
- Remisages à domicile permanent.

Marchés publics et accords-cadres dans le cadre des compétences exercées par la Direction Générale Adjointe en charge des Affaires générales et des Moyens généraux

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la direction :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés et accord-cadre concernant les compétences exercées par la direction :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service de démarrage des travaux, d'affermissement d'une tranche optionnelle ou créant des prix nouveaux pour les seuls marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les autres ordres de service, sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Moyens généraux et logistique

- Courriers aux assurances de la flotte automobile ;
- Certificats de cession de véhicules ;
- Demandes et les changements d'immatriculation ;
- Bons d'accord à l'expert sur la valeur (véhicules irréparables vendus à l'assureur) ;
- Demandes d'exonération liées aux contraventions des agents.

Affaires Générales

- Bordereaux d'élimination des archives.

Divers

- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame Conte, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Concernant strictement :

- 1) Les Ressources humaines ;
- 2) La préparation, la passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la direction ;
- 3) L'exécution des marchés y compris subséquents et accord-cadre concernant les compétences exercées par la direction ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Michel, DGA Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laurence Guichard, Directrice Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel et Laurence Guichard, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Laurent Faggianelli, Chef du Service Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel, Laurence Guichard et de Monsieur Laurent Faggianelli, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Marie Bertrand, Chef du Service Affaires Générales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel, Laurence Guichard, de Monsieur Laurent Faggianelli et de Madame Marie Bertrand, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher – Directeur Général des Services de la Métropole.

Concernant strictement les Moyens Généraux et logistique :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Michel, DGA Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Béatrice Prud'Homme, Chef de Service Logistique et Moyens Généraux.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel et Béatrice Prud'Homme, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laurence Guichard, Directrice Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel, Béatrice Prud'Homme et Laurence Guichard la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Laurent Faggianelli, Chef du Service Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel, Béatrice Prud'Homme, Laurence Guichard et de Monsieur Laurent Faggianelli, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Marie Bertrand, Chef du Service Affaires Générales.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel, Béatrice Prud'Homme, Laurence Guichard, de Monsieur Laurent Faggianelli et de Madame Marie Bertrand, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher – Directeur Général des Services de la Métropole.

Concernant strictement les Affaires Générales :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie Conte, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Corinne Michel, DGA Déléguée.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte et Corinne Michel, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Laurence Guichard, Directrice Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel et Laurence Guichard la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Marie Bertrand, Chef du Service Affaires Générales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel, Laurence Guichard et Marie Bertrand, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Laurent Faggianelli, Chef du Service Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mesdames Sophie Conte, Corinne Michel, Laurence Guichard, Marie Bertrand, et de Monsieur Laurent Faggianelli, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole.

Article 5 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les 2 mois à partir de sa date de publication/notification.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Arrêté n° 20/242/CM

Désignation du représentant de la Présidente au sein du Conseil d'établissement du Conservatoire de musique, de danse et d'art dramatique à rayonnement intercommunal

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application du règlement intérieur du Conservatoire de musique, de danse et d'art dramatique à rayonnement intercommunal, sont notamment membres de droit au Conseil d'établissement, la Présidente de la Métropole ou son représentant ;
- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'établissement du Conservatoire.

ARRETE

Article 1 :

Madame Nicole Joulia est désignée pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Conseil d'établissement du Conservatoire de musique, de danse et d'art dramatique à rayonnement intercommunal.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 09 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 10 Septembre 2020

Arrêté n° 20/243/CM

Désignation du représentant de la Présidente au sein de l'instance disciplinaire du Conservatoire de Musique, de danse et d'art dramatique à rayonnement intercommunal

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application du règlement intérieur du Conservatoire de Musique, de danse et d'art dramatique à rayonnement intercommunal, sont notamment membres de droit à l'instance disciplinaire la Présidente de la Métropole ou son représentant ;
- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'instance disciplinaire du Conservatoire.

ARRETE

Article 1 :

Madame Nicole Joulia est désignée pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'instance disciplinaire du Conservatoire de Musique, de danse et d'art dramatique à rayonnement intercommunal.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Octobre 2020

Arrêté n° 20/244/CM

Délégation de fonction de Monsieur Frédéric Guinieri, XVIIIème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'autorisation préalable de mise en location

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- Le décret n° 2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration et d'autorisation préalable de mise en location ;
- La délibération n° DEVT 012-5206/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n° DEVT 005-5511/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 relative à l'instauration d'une autorisation préalable de mise en location sur le quartier Noailles à Marseille 1^{er} arrondissement ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-8068/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Frédéric Guinieri, XVIII^{ème} vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

- L'arrêté n° 20/153/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de fonction donnée par la Présidente de la Métropole à Monsieur Frédéric Guinieri en ce qui concerne le logement, l'habitat et la lutte contre l'habitat indigne ;
- L'arrêté n° 20/233/CM du 17 août 2020 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière d'autorisation préalable de mise en location.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole a adopté une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne ;
- Que le permis de louer est l'un des outils de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents ;
- Que Monsieur Roland Giberti, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en sa qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence s'est vu confier délégation en matière d'autorisation préalable de mise en location ;
- Qu'une telle délégation s'inscrit pleinement dans les domaines de l'habitat, du logement et de la lutte contre l'habitat indigne ;
- Que Monsieur Frédéric Guinieri est Vice-président de la Métropole.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/233/CM du 17 août 2020 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière d'autorisation préalable de mise en location est abrogé.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Frédéric Guinieri, XVIII^{ème} Vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qui concerne :

Les autorisations et refus préalables de mise en location ou en relocation de logements vides ou meublés à usage de résidence principale qui sont soumis au titre 1^{er} ou au titre 1^{er} bis de la loi 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, dans le cadre du permis de louer, situés dans le périmètre du Quartier de Noailles, 13001 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Article 3 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 6 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Arrêté n° 20/245/CM

Délégation de fonction de Monsieur Frédéric Guinieri, XVIIIème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de droit des sols au sein du périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 312-5, R. 423-14 et R. 423-15 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-8068/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Frédéric Guinieri, XVIII^{ème} Vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 001-7952/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le périmètre géographique de la GOU ;
- L'arrêté n° 20/153/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de fonction donnée par la Présidente de la Métropole à Monsieur Frédéric Guinieri en ce qui concerne le logement, l'habitat et la lutte contre l'habitat indigne ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

- L'arrêté n° 20/145/CM du 23 juillet 2020 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de droit des sols au sein du périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

CONSIDÉRANT

- Que la loi prévoit que l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le Président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, soit dans le cas présent, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-présidents ;
- Que Monsieur Roland Giberti, vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Président du Conseil de Territoire Marseille Provence s'est vu confier délégation en matière de droit des sols au sein du périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU) ;
- Qu'une telle délégation s'inscrit pleinement dans les domaines de l'habitat, du logement et de la lutte contre l'habitat indigne ;
- Que Monsieur Frédéric Guinieri est Vice-président de la Métropole.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/145/CM du 23 juillet 2020 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Giberti, Vice-président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de droit des sols au sein du périmètre de la Grande Opération d'Urbanisme (GOU) est abrogé.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Frédéric Guinieri, XVIII^{ème} Vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qui concerne :

- Les décisions relatives au droit des sols déposées dans le périmètre géographique de la GOU y compris les décisions assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation.

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Frédéric Guinieri reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

- Les arrêtés de permis de construire, d'aménager ou de démolir ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

- Les décisions assorties d'une demande d'autorisation ERP fondée sur les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Les décisions sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable ;
- Les décisions de retrait faisant suite à la demande du bénéficiaire de la décision ;
- Les décisions relatives à des demandes de transfert ou de permis modificatif ;
- Les certificats et attestations diverses prévues par le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Les arrêtés ou décisions tacites.

Article 4 :

Sont exclus du champ de la présente délégation :

Tous les actes relatifs au droit des sols relevant du périmètre de l'Opération d'Intérêt Général (OIN) d'Euromed, situé dans la GOU, lesquels relèvent de la compétence de l'Etat.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Arrêté n° 20/246/CM

Délégation de signature à Monsieur Loic Kerduel, Chef du service capitaineries des ports de plaisance du Conseil de Territoire Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/112/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé, Directrice de Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

Pour permettre le fonctionnement et la continuité des services, est donnée délégation de signature concernant strictement les dépôts de plainte relatifs aux dégradations, vols, incivilités survenus dans les ports gérés au sein du Conseil de Territoire Marseille Provence, à Monsieur Loic Kerduel, Chef du service capitaineries des ports de plaisance du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Loic Kerduel, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Loic Kerduel, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Philippe Lefort, Directeur Ressources du Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Loic Kerduel et de Monsieur Philippe Lefort, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Nathalie N'Doumbé, Directrice du Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Loic Kerduel, de Monsieur Philippe Lefort et de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services.

Article 5 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/ notification.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Arrêté n° 20/247/CM

Délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé - Directrice de Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH n° 2019-11332-CT1 portant nomination de Madame N'Doumbé sur le poste de Directrice de « Pôle Valorisation et Développement Urbain » du Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 20/112/CM du 17 juillet 2020.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Nathalie N'Doumbé, Directrice du Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent exclusivement de son Pôle

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'as
- treintes des agents.

**Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains
pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de
Territoire et pour les marchés relevant exclusivement de son
Pôle**

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

documents prévus en exécution du contrat ;

- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.

Divers

Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction, à l'exception des dépôts de plainte relatif aux dégradations, vols et incivilités survenus dans les ports gérés au sein du conseil de territoire Marseille Provence.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Madame N'Doumbé, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Philippe Lefort, Directeur Ressources du Pôle Valorisation et Développement urbain du Territoire de Marseille Provence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie N'Doumbé et de Monsieur Philippe Lefort, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Septembre 2020

Arrêté n° 20/248/CM

Abrogation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 32 situé dans la ZAC de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer approuvé par arrêté n° 277/06 du 13 décembre 2006

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC de Fos-Lavalduc à Fos-sur-Mer du 22 juin 1990 ;
- L'arrêté n° 277/06 du 13 décembre 2006 pris par le SAN Ouest Provence approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 32 sur la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 19 juillet 2002 conclue entre le SAN et l'Etablissement Public d'Aménagement Ouest Provence ;
- La délibération n° 585/15 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2015 relative à l'avenant n° 4 approuvant le transfert de la Convention Publique d'Aménagement à la Société Publique Locale Aménagement Développement Ouest Provence (SPL ADOP) afin que celle-ci poursuive l'opération d'aménagement ;
- La délibération n° URB 026-2196/17/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 relative à l'avenant n° 5 modifiant la limite globale des emprunts contractés par l'aménageur ;
- La délibération n° URB 026-3467/18/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 relative à l'avenant n° 6 modifiant la date de clôture de la Convention Publique d'Aménagement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Septembre 2020

- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 019-7911/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Fos-sur-Mer ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que le projet initial prévu sur le lot n° 32 n'a pas pu aboutir, les travaux n'ayant pas été réalisés ;
- Que la Société Publique Locale Sens Urbain, Aménageur, a racheté le lot n° 32 à la Société Symphonie, précédent acquéreur, dans le but de le commercialiser à nouveau ;
- Que la vocation du futur projet sur le lot n° 32 lors de sa prochaine commercialisation est à ce jour méconnue.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 32 approuvé par arrêté n° 277/06 du 13 décembre 2006.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 18 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 21 Septembre 2020

Arrêté n° 20/249/CM

Arrêté de mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac- annexion de l'arrêté préfectoral portant création des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac actuellement en vigueur ;
- L'arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, ci-annexé, portant création des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Bouches-du-Rhône ;
- Le Secteur d'Information sur les Sols (SIS) annexé audit arrêté préfectoral : UNIVAR, La Grande Bastide (13SIS07382)

CONSIDÉRANT

- La nécessité de faire évoluer les annexes du Plan Local d'Urbanisme afin de créer un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) concernant la commune de Rognac ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, sont annexés au Plan Local d'Urbanisme, l'Arrêté Préfectoral daté du 16 octobre 2019, ainsi que le Secteur d'Information sur les Sols (SIS) concernant la commune de Rognac.

Article 2 :

La mise à jour effectuée sur les documents est tenue à la disposition du public au service urbanisme de la Mairie de Rognac – Hôtel de Ville – Rez-de-chaussée – Bureau 7, 1, place de l'hôtel de ville – BP10062 – 13655 Rognac Cedex du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 et au sein de la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais, 190 rue du Commandant Sibour 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché durant un mois en Mairie ainsi qu'au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 4 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais et à la Direction Aménagement du Territoire auprès de la Division Planification Urbaine.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Arrêté n° 20/250/CM

Arrêté de mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence - annexion de l'arrêté préfectoral portant création des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence actuellement en vigueur ;
- L'arrêté préfectoral en date du 16 octobre 2019, ci-annexé, portant création des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Bouches-du-Rhône ;
- Les trois Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) annexés audit arrêté préfectoral :
 - Ancienne usine à gaz de Salon, rue Reynaud d'Ursule (13SIS07014)
 - Lycée privé professionnel Le Rocher, Montée de la Transhumance (13SIS07130)
 - Ecole élémentaire « les Bressons », 76 boulevard Prince de Baux (13SIS07129)

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

CONSIDÉRANT

- La nécessité de faire évoluer les annexes du Plan Local d'Urbanisme afin de créer des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) concernant la commune de Salon-de-Provence ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, sont annexés au Plan Local d'Urbanisme, l'arrêté préfectoral daté du 16 octobre 2019, ainsi que les trois Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) concernant la commune de Salon-de-Provence.

Article 2 :

La mise à jour effectuée sur les documents est tenue à la disposition du public à la Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement, immeuble le Septier, 2^{ème} étage, rue Lafayette, 13300 Salon de Provence ouvert au public les lundi, mercredi et vendredi de 8h30 à 12h00 et 13h30 à 16h45 et sur rendez-vous et au sein de la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais, 190 rue du Commandant Sibour 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché durant un mois en Mairie ainsi qu'au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 4 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais et à la Direction Aménagement du Territoire auprès de la Division Planification Urbaine.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Arrêté n° 20/251/CM

Arrêté de mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Velaux - annexion de l'arrêté préfectoral portant création des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 006-8078/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Velaux actuellement en vigueur ;
- L'arrêté préfectoral en date du 16 octobre 2019, ci-annexé, portant création des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département des Bouches-du-Rhône ;
- Les deux Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) annexés audit arrêté préfectoral :
 - Midifer, avenue Baptistin Angles (13SIS06146)
 - Dépôt de la Plaine de Pecout, chemin de la Plaine de Pécout (13SIS07199)

CONSIDÉRANT

- La nécessité de faire évoluer les annexes du Plan Local d'Urbanisme afin de créer des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) concernant la commune de Velaux ;

ARRETE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Velaux est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, sont annexés au Plan Local d'Urbanisme, l'arrêté préfectoral daté du 16 octobre 2019, ainsi que les deux Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) concernant la commune de Velaux.

Article 2 :

La mise à jour effectuée sur les documents est tenue à la disposition du public au service urbanisme de la Mairie de Velaux – 771 Avenue Jean Moulin 13880 Velaux du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et au sein de la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais, 190 rue du Commandant Sibour 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché durant un mois en Mairie ainsi qu'au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 4 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais et à la Direction Aménagement du Territoire auprès de la division Planification Urbaine.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Arrêté n° 20/252/CM

Délégation à Monsieur Jean-Yves Sayag, Vice-président du Conseil de Territoire Marseille Provence - Antennes, Déchèteries et Dépôts sauvages

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Yves Sayag, Vice-président du Conseil de Territoire Marseille Provence - Antennes, Déchèteries et Dépôts sauvages, aux fins de déposer plainte pour des faits de dégradations et d'incivilités liés aux déchets sur le territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Septembre 2020

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/ notification.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Septembre 2020

Arrêté n° 20/253/CM

**Délégation de fonction de Monsieur Philippe Arduin, 5ème Conseiller
Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 042-8312/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 portant élection de Monsieur Philippe Arduin en qualité de 5^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, aux Conseillers Métropolitains élus membres du Bureau ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Septembre 2020

- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Philippe Arduin, 5^{ème} Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne :

- **La forêt**
- **Le paysage**

Article 2 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Philippe Arduin reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

2.1 Courriers aux Elus :

2.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.

2.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

2.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

2.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

2.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux particuliers :

2.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.

2.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

2.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

2.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Septembre 2020

2.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

2.3 Courriers adressés aux services de l'Etat.

2.4 Délibérations approuvées par les Conseil et Bureau de la Métropole dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

Article 3 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

En raison de sa qualité de Maire de Simiane-Collongue, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Par ailleurs, en application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Philippe Arduin, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera le délégant par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 4 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 7 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Septembre 2020

Arrêté n° 20/254/CM

Délégation de fonction de Monsieur Didier Khelfa, XIIème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Abrogation de l'arrêté 20/101/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 portant élection de Monsieur Didier Khelfa en qualité de XIIème vice-président ;
- L'arrêté n° 20/101/CM portant délégation de fonction de Monsieur Didier Khelfa, XIIème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 20/101/CM.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Didier Khelfa en qualité de XII^{ème} vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne :

- **Le Budget**
- **Les Finances**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 1, Monsieur Didier Khelfa reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

3.1.1. Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.

3.1.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

3.1.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.1.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux associations, aux partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux particuliers :

3.2.1. Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.

3.2.2. Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

3.2.3. Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).

3.2.4. Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2.5. Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 1.

3.3 Courriers et documents relatifs aux demandes de subvention auprès des partenaires financiers de la Métropole.

3.3.1. Courriers de demande de subvention.

3.3.2. Plan de financement des opérations ainsi que les pièces et courriers complémentaires relatifs à la demande de subvention.

3.4 Courriers adressés aux services de l'Etat.

3.5 Délibérations approuvées par le Conseil de Métropole et du Bureau de la Métropole ainsi que les Décisions dans le champ de la présente délégation, ainsi que les actes afférents.

3.6 Dans le champ de la présente délégation, dès lors qu'une délibération le prévoit, signature des conventions liées au versement des subventions ou des participations financières.

3.7 Fonctionnement des régies : arrêtés de nomination des régisseurs de recettes et d'avances, actes divers liés au fonctionnement des régies de recettes et d'avances (création, suppression, etc.).

3.8 Actes en matière d'emprunts bancaires, d'émissions obligataires, d'opération de couverture, de crédits de trésorerie, de programmes de billets de trésorerie, dans le cadre des attributions déléguées à la Présidente.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

En raison de sa qualité de Maire de Saint-Chamas, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Par ailleurs, en application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique si Monsieur Didier Khelfa, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera le délégant par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer leurs compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/255/CM

Désignation du représentant de la Présidente au sein du groupe de travail pour élaborer le règlement intérieur du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 037-8307/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant constitution d'un groupe de travail pour élaborer le règlement intérieur de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de la Métropole doit établir un règlement intérieur dans les 6 mois suivant son installation ;
- Qu'il est proposé de créer un groupe de travail composé de 12 membres désignés à la représentation proportionnelle des groupes d'élus et présidé par la Présidente de la Métropole ou son représentant, en charge d'élaborer le règlement intérieur avant de le soumettre à l'approbation de l'assemblée ;
- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du représentant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour présider ce groupe de travail.

ARRETE

Article 1 :

Madame Camelia Makhloufi est désignée pour représenter la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la présidence du groupe de travail pour l'élaboration du règlement intérieur du Conseil de la Métropole.

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Octobre 2020

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Octobre 2020

Arrêté n° 20/257/CM

Arrêté modificatif de composition des Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B ET C

VU

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- L'article 4 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, précisant que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant titulaire d'un mandat électif ;
- Le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995, modifié, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupe hiérarchique en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Procès-verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats des élections professionnelles du jeudi 6 décembre 2018 des représentants aux Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/018/CM du 11 février 2019 portant composition des Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C ;
- L'arrêté modificatif n° 19/248/CM du 29 novembre 2019 portant modification de la composition des Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C ;

CONSIDÉRANT

Pour le collège de l'Administration de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Les propositions de la Présidente de la Métropole, élue par délibération du 9 juillet 2020, de désigner les représentants du collège de l'Administration aux Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C à la Métropole Aix-Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 19/248/CM du 29 novembre 2019 est modifié comme suit :

Sont désignés en qualité de membres titulaires et suppléants de l'administration et du personnel aux Commissions Administratives Paritaires des Catégories A, B et C de la Métropole Aix-Marseille Provence

Commission Administrative Paritaire de la catégorie A

Représentants de l'autorité territoriale :

Titulaires :

Mme Solange BIAGGI

M. Gérard FRAU

M. Eric CASADO

M. Roland MOUREN

M. David GALTIER

M. Guy BARRET

M. Alain ROUSSET

Suppléants :

M. Vincent GOYET

M. Laurent SIMON

M. Christian NERVI

M. Stéphane LE RUDULIER

M. Bernard DESTROST

Mme Claudie MORA

M. Régis MARTIN

Représentants du personnel :

Groupe hiérarchique de base V

Titulaires :

Mme Fleur SKRIVAN (SNUTER 13 – FSU)

M. Patrice AYACHE (FO)

Mme Frédérique ONZIA (UNSA)

M. Arnaud DE BRUXELLES (UNSA)

Suppléants :

Mme Fabienne MAESTRAGGI (SNUTER 13 – FSU)

Mme Sophie ROCHAT (FO)

M. Yan JAFFRY (UNSA)

M. Christophe BOCCIA (UNSA)

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Mme Isabelle LOUIS (SNT CFE-CGC, CFTC FAFPT, CFDT)

M. Alain BROSSEAU (SNT CFE-CGC, CFTC FAFPT, CFDT)

Groupe hiérarchique supérieur VI

Titulaires :

M. Philippe CHALLANDE (SNUTER 13 – FSU)

M. Luc ASIA (FO)

Suppléants :

M. Marc DEL CORSO (SNUTER 13 – FSU)

Mme Corinne MICHEL (FO)

Commission Administrative Paritaire de la catégorie B

Représentants de l'autorité territoriale :

Titulaires :

Mme Solange BIAGGI

M. Gérard FRAU

Mme Claudie MORA

M. David GALTIER

M. Guy BARRET

M. Roland MOUREN

Suppléants :

M. Vincent GOYET

M. Martial ALVAREZ

M. Laurent SIMON

M. Christian NERVI

M. Stéphane LE RUDULIER

M. Régis MARTIN

Représentants du Personnel :

Groupe hiérarchique de base III

Titulaires :

Mme Aïcha N'GAR (SNUTER 13 – FSU)

Mme Carine RIQUELIER-PINET (FO)

Suppléants :

Mme Dalila EL JAOUADI (SNUTER 13 – FSU)

M. Kamel SAIDI (FO)

Groupe hiérarchique supérieur IV

Titulaires :

Mme Anne-Laure RIOU (SNUTER 13 – FSU)

M. Cyril RESTOUIN (SNUTER 13 – FSU)

M. Roger MARTINEZ (FO)

M. Jean-Michel MOLNAR (UNSA)

Suppléants :

Mme Odette LAMARCHE (SNUTER 13 – FSU)

M. Jean-Louis GARIDOU (SNUTER 13 – FSU)

Mme Martine MORNAND (FO)

Mme Sabine MARQUET (UNSA)

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Commission Administrative Paritaire de la catégorie C

Représentants de l'autorité territoriale :

Titulaires :

Mme Solange BIAGGI
M. Gérard FRAU
M. Christian AMIRATY
M. David GALTIER
M. Guy BARRET
Mme Maryse RODDE
M. Alain ROUSSET
M. Roland MOUREN

Suppléants :

M. Vincent GOYET
M. Pierre LAGET
M. Laurent SIMON
M. Christian NERVI
M. Stéphane LE RUDULIER
M. Bernard DESTROST
M. Patrick GRIMALDI
M. Régis MARTIN

Représentants du Personnel :

Groupe hiérarchique de base I

Titulaires :

M. Salah BENHEMANI (FO)
Mme Marie-Julie MICHAUX (SNUTER 13 – FSU)
M. Joseph LACROIX (UNSA)

Suppléants :

Mme Stéphanie DEVEY (FO)
Mme Lucia LESPINASSE (SNUTER 13 – FSU)
Mme Odile DEWINTRE (UNSA)

Groupe hiérarchique supérieur II

Titulaires :

M. Christophe SPANO (FO)
Mme Elisabeth MAUSSI (FO)
M. Fabrice GRASSESCHI (FO)
M. Mokhtar BEN SAID (SNUTER 13 – FSU)
Mme Solange GATEL (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants :

Mme Magali TROSSEVIN (FO)
M. Joseph COVELLO (FO)
M. Yves VASSALLUCCI (FO)
M. Laurent BENAC (SNUTER 13 – FSU)
Mme Lugdivine CLEMENTI (SNUTER 13 – FSU)

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Article 2 :

Madame Solange BIAGGI assure la présidence des Commissions Administratives Paritaires des catégories A, B et C.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, Monsieur Stéphane Le Rudulier assurera cette même présidence.

Article 3 :

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/258/CM

Délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Mertz, Directeur du Pôle Eau et Assainissement pour le Conseil de Territoire Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/114/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Mertz, Directeur du Pôle Eau et Assainissement pour le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'acte DRH 2018-6459-CT1 portant nomination de Monsieur Jean-Marc Mertz au poste de Directeur de Pôle « Eau et Assainissement » du Conseil de Territoire Marseille Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 20/114/CM du 17 juillet 2020 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence composé des communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, à Monsieur Jean-Marc Mertz, Directeur du Pôle Eau et assainissement du Territoire de Marseille Provence à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

Ressources humaines **Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent exclusivement de son Pôle**

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Les ordres de mission nationaux et les états de frais inhérents.

Paie :

- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents.

Exécution des Marchés publics de seuils métropolitains pour l'exercice des compétences déléguées au Conseil de Territoire et pour les marchés relevant exclusivement de son Pôle

- Bon de commande **inférieur à 90 000 € H.T.** y compris ceux issus d'un marché subséquent, d'un accord-cadre, UGAP et autres centrales d'achat ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de :
tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Octobre 2020

- Les actes courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification de service fait et les courriers de rejet de facture ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance ;
- Les décisions d'admission, d'ajournement, ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux.

Patrimoine (hors équipements publics)

- Convention avec les associations pour l'utilisation de la piscine Cap Provence ;
- AOT avec les associations dans le cadre du centre sportif Fontainieu.

Divers

- Signature des courriers et mises en demeure relevant des missions de la direction de pôle eau et assainissement ;
- Dépôts de plainte au nom de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines relatifs à la présente délégation de signature et concernant la direction.

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, si Monsieur Mertz, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc Mertz, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Nathalie Perrin.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc Mertz et de Madame Nathalie Perrin, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Le présent arrêté sera applicable dès qu'il aura été procédé à sa publication et à sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Tout recours contre le présent arrêté doit être formulé auprès du Tribunal Administratif de Marseille, situé 24 rue Breteuil, à Marseille (13006), dans les deux mois à partir de sa date de publication/notification.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 octobre 2020

Martine VASSAL

Arrêté n° 20/259/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot A situé dans la ZAC des Molières sur la Commune de Miramas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L.311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession du Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 9 mars 1972 approuvant la création de la ZAC des Molières ;
- L'arrêté préfectoral du 27 juin 1980 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Molières ;
- L'arrêté préfectoral du 7 mars 1994 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) modificatif de la ZAC des Molières ;
- L'arrêté n° 30/15 du 18 juin 2015 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot A sur la commune de Miramas ;
- La décision institutive du SAN annexée à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 1984 en vertu de laquelle le SAN s'est substitué à la commune pour assurer l'aménagement de la ZAC des Molières ;
- La délibération n° 121/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal de la commune de Miramas approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Miramas ;

- La délibération n° 520/14 du 18 décembre 2014 du Comité Syndical du San Ouest Provence approuvant le Plan des Equipements Publics (PEP) de la ZAC des Molières à Miramas ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté n° 30/15 du 18 juin 2015 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot A sur la commune de Miramas ;
- La Lettre recommandée avec accusé de réception du 12 juin 2020 nous informant qu'au regard de l'évolution de sa société, l'acquéreur n'est pas en mesure de respecter les délais imposés par le Cahier des Charges de Cession de Terrain.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain (C.C.C.T) du lot A, tel qu'il est annexé au présent arrêté, prorogeant de 48 mois les délais imposés à l'article II (2/ Délais d'exécution) alinéa 2.1 du C.C.C.T.

Article 2 :

Les alinéas 2.2 et 2.3 de l'article II (2/ Délais d'exécution) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 1 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Octobre 2020

Arrêté n° 20/260/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot B situé dans la ZAC des Molières sur la Commune de Miramas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L. 311-6, D. 311-11-1 et D. 311-11-2 relatifs aux modalités d'approbation et de publication des Cahiers des Charges de Cession de Terrains (CCCT) à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, l'Aménagement et du Numérique ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession du Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 9 mars 1972 approuvant la création de la ZAC des Molières ;
- L'arrêté préfectoral du 27 juin 1980 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Molières ;
- L'arrêté préfectoral du 7 mars 1994 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) modificatif de la ZAC des Molières ;
- L'arrêté n° 17/240/CM du 29 juin 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot B sur la commune de Miramas ;
- La décision institutive du SAN annexée à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 1984 en vertu de laquelle le SAN s'est substitué à la commune pour assurer l'aménagement de la ZAC des Molières ;
- La délibération n° 121/13 du 26 juin 2013 du Conseil Municipal de la commune de Miramas approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Miramas ;

- La délibération n° 520/14 du 18 décembre 2014 du Comité Syndical du San Ouest Provence approuvant le Plan des Equipements Publics (PEP) de la ZAC des Molières à Miramas ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/121/CM du 17 juillet 2020 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté n° 17/240/CM du 29 juin 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession du Terrain du lot B sur la commune de Miramas ;
- La lettre recommandée avec accusé de réception du 12 juin 2020 nous informant qu'au regard de l'évolution de sa société, l'acquéreur n'est pas en mesure de respecter les délais imposés par le Cahier des Charges de Cession de Terrain.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain (C.C.C.T) du lot B, tel qu'il est annexé au présent arrêté, prorogeant de 24 mois les délais imposés à l'article II (2/ Délais d'exécution) alinéa 2.1 du C.C.C.T.

Article 2 :

Les alinéas 2.2 et 2.3 de l'article II (2/ Délais d'exécution) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 1 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Octobre 2020

Arrêté n° 20/261/CM

Désignation du Président et des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Comité de sélection mis en place dans le cadre de la gestion de l'Investissement Territorial Intégré (ITI)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 123-6 du Règlement UE 1303/2013 portant dispositions communes sur les fonds structurels pour 2014-2020, pour la mise en œuvre d'un ITI au titre du développement urbain durable du Programme opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 ;
- L'article 7 du Règlement UE 1301-2013 relatif au FEDER ;
- La délibération n° FCT 025-1580/15/CC du Conseil de Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 portant modification du règlement intérieur du Comité de sélection mis en place dans le cadre de la gestion d'un Investissement Territorial Intégré pour le Programme Opérationnel FEDER/FSE 2014-2020 ;
- La Convention d'Investissement Territorial Intégré au titre de la Programmation FEDER 2014-2020 pour le Programme Opérationnel FEDER/FSE PACA 2014-2020 du 22 décembre 2015 ;
- Le règlement intérieur fixant la composition du Comité de sélection et le mode de désignation des élus métropolitains y siégeant.

CONSIDÉRANT

- Que la convention d'Investissement Territorial Intégré (ITI) prévoit la mise en place d'un Comité de sélection des opérations éligibles sur son territoire ;
- Que suite à la qualité d'autorité urbaine conférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1^{er} janvier 2016, cette dernière est devenue elle-même autorité urbaine et organisme intermédiaire du programme FEDER/FSE PACA 2014-2020, chargée de la sélection des opérations au regard de sa stratégie urbaine intégrée ;
- Que le comité de sélection est présidé par un élu métropolitain désigné par la Présidente de la Métropole, et composé notamment de trois autres conseillers métropolitains, désignés eux aussi par la Présidente de la Métropole en fonction des thématiques concernées par l'ITI (politique de la ville, emploi et développement économique, mobilité durable) ;
- Qu'il convient à ce titre de procéder à la désignation du Président du comité de sélection et des trois représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du comité.

ARRETE

Article 1 :

Est désigné Monsieur Didier Parakian en tant que Président du Comité de sélection de l'Investissement Territorial Intégré (ITI), Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence en charge des Relations internationales et européennes ;

Article 2 :

Sont désignés, en tant qu'élus métropolitains, pour représenter la Métropole au sein du Comité de sélection, au regard des thématiques concernées par l'Investissement Territorial Intégré :

- Monsieur Didier Khelfa
- Monsieur Henri Pons
- Monsieur Gérard Gazay

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Arrêté n° 20/264/CM

Arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, et notamment les articles L 1231-1 et suivants, L. 1214-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment les articles L 123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 001-3239/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant Approbation de l'engagement de l'Élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 001-7839/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La délibération n° TRA 002-7840/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- Les avis des personnes publiques associées recueillis entre les 17 février 2020 et le 28 août 2020 ;
- L'avis de l'autorité environnementale du 14 mai 2020 ;
- La décision du Tribunal Administratif de Marseille n°E20000042/13 du 24 juillet 2020 portant désignation de la commission d'enquête.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

CONSIDÉRANT

- Que le projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020-2030 régulièrement arrêté par délibération du Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019 ;
- Qu'il a fait l'objet d'une consultation des personnes publiques associées entre le 17 février 2020 et le 28 août 2020 ;
- Que cette consultation initialement prévue entre le 17 février 2020 et le 18 avril 2020 a fait l'objet d'une suspension entre le 12 mars 2020 et le 23 juin 2020 en raison de l'état d'urgence sanitaire ;
- Que cette suspension a conduit à proroger le délai de consultation des personnes publiques associées jusqu'au 28 août 2020 ;
- Qu'il y a lieu de soumettre à enquête publique le projet de PDU de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

ARRETE

Article 1 : Objet de l'enquête publique :

Conformément aux dispositions des articles L 123-1 du Code de l'Environnement et L. 1214-15 du Code des Transports il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période 2020-2030. Elle se déroulera sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le projet de PDU métropolitain a pour principales caractéristiques de définir un diagnostic de la mobilité sur le territoire, une stratégie et un plan d'action en vue de répondre aux besoins de mobilité des personnes et des marchandises sur la période 2020-2030.

Le dossier d'enquête publique est constitué des pièces suivantes :

- Le projet de PDU arrêté le 19 décembre 2019,
- L'annexe accessibilité,
- L'annexe portant sur le rapport d'évaluation environnementale, son résumé non technique, et ses annexes,
- La mention des textes qui régissent l'enquête publique et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au Plan de Déplacement Urbain, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
- Le bilan de concertation,
- L'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Les avis des personnes publiques associées.

Article 2 : Dates, siège de l'enquête publique et correspondances :

L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 38 jours consécutifs, du 4 novembre 2020 à 9h00 au 10 décembre 2020 à 17h00.

Le siège de l'enquête publique est établi au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence situé à Marseille 7^{ème}, Le Pharo, 58 boulevard Charles-Livon ; BP 48014— 13567 Marseille Cedex 02.

Toute correspondance pourra être adressée au Président de la Commission d'enquête :

- Par voie postale à l'adresse ci-dessus indiquée ;

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

- Par voie digitale, en déposant une contribution sur le registre numérique d'enquête publique à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp> ;
- Par envoi de courriel à l'adresse suivante : commission.enquete.pdu@ampmetropole.fr

Article 3 : Désignation des membres de la commission d'enquête publique

Par décision de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Marseille n° E20000042/13 du 24 juillet 2020, une commission d'enquête publique a été désignée, composée comme suit :

Président :

- Monsieur Alain Chopin, Général de gendarmerie, retraité ;

Membres titulaires :

- Monsieur Guy Santamaria, Directeur général des services, fonction publique territoriale, retraité ;
- Monsieur Christian Pellet, Ingénieur conseil en sécurité incendie et explosion, en activité ;

Membre suppléant :

- Monsieur Marc Millaud, Directeur de société HLM, retraité.

En cas d'empêchement du Président de la commission, la présidence sera assurée par le premier membre titulaire, Monsieur Guy Santamaria.

En cas d'empêchement d'un membre titulaire de la commission, le membre suppléant le remplacera.

Article 4 : Déroulement de l'enquête

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales d'ordre sanitaire nécessaires pour faire face à la pandémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc) seront :

- Prescrites par la Métropole en matière de consultation des registres et documents d'enquête publique ;
- Prescrites par les lieux d'accueil, communes et territoires suivant la configuration locale d'accueil du public et de la tenue des permanences des commissaires enquêteurs.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec la commission d'enquête afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation des dossiers en mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur, lequel ne pourra recevoir en entretien plus de deux personnes à la fois.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire de la consultation des registres et documents d'enquête publique seront pris en charge par la Métropole.

Article 5 : Publicité de l'enquête publique

- 1) Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique portant les indications mentionnées à l'article L 123-10 et l'article R 123-9, sera publié par voie d'affiches réglementaires, conformes au descriptif de l'arrêté du 24 avril 2012, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête :

- Au tableau d'affichage habituel des mairies dans les 92 communes de la Métropole ainsi que dans les mairies de secteur de Marseille et les mairies annexes des communes en disposant ;
- Au tableau d'affichage habituel des sièges 6 Conseils de Territoires de la Métropole ;
- Au siège de l'enquête à l'adresse mentionnée à l'article 2 du présent arrêté.

L'affichage sera mis en œuvre par les soins des maires concernés, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette formalité incombe aux maires et aux Présidents des Conseils de Territoire et qui adresseront à la Métropole un certificat d'affichage

- 2) L'avis d'enquête publique sera également publié, par les soins de la Métropole en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et du Var quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.
- 3) L'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr> quinze jours avant le début de celle-ci et pendant toute sa durée ainsi que sur le registre numérique d'enquête publique.

La publicité de l'avis d'information du public sera également l'objet d'affichages complémentaires dans divers lieux publics des communes et sera également portée à la connaissance du public par divers moyens de communication et d'information mis en œuvre par la Métropole, les conseils de territoire et les communes.

Article 6 : Les dossiers d'enquête, les registres d'enquête papier et numérique :

- 1) Après concertation avec la commission d'enquête et notamment son Président, il est défini pour la durée de l'enquête publique, les modalités suivantes : le dossier de consultation, sur support papier comprenant l'intégralité du projet de PDU et ses annexes, le bilan de concertation, les avis des Personnes Publiques Associées et de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale et le mémoire en réponse de la Métropole, les pièces requises par les textes en vigueur ainsi qu'un registre sur support papier à feuillets non mobiles, le tout ayant été coté et paraphé par la commission d'enquête, sont mis à disposition du public et consultables aux jours ouvrés et heures ouvrables habituelles des établissements suivants :
 - Au siège de l'enquête : Le Pharo, au 58 boulevard Charles-Livon ; BP 48014— 13567 Marseille Cedex 02 ;
 - Aux sièges des 6 Conseils de Territoire de la Métropole ;
 - Dans les 92 mairies des communes métropolitaines ainsi que dans les 8 mairies de secteur de Marseille.

- 2) Un registre numérique accessible à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp> permettra à chacun de prendre connaissance du dossier et de consigner ses observations sur le projet et prendre connaissance de toutes celles qui auront été déposées.
- 3) Le public pourra également formuler ses observations au Président de la commission d'enquête à l'adresse courriel suivante : commission.enquete.pdu@ampmetropole.fr
- 4) Le public pourra également formuler ses observations par écrit à l'adresse suivante : Monsieur le Président de la commission d'enquête – Métropole Aix-Marseille-Provence – Direction Générale Adjointe de la Mobilité- Direction Etudes et Stratégie BP 48014 – 13567 MARSEILLE CEDEX 02

Toutes les observations seront consignées dans le registre dématérialisé consultable à l'adresse suivante :

<https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp>

Dès publication de l'arrêté, toute personne peut à sa demande et à ses frais obtenir copie de tout ou partie du dossier d'enquête auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 7 : Permanences de la commission d'enquête

La commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions lors des permanences qu'elle tiendra sur les différents lieux d'enquête.

Les lieux, jours et heures de permanences de la commission d'enquête sont indiqués ci-dessous :

COMMUNES	ADRESSE	DATES ET HORAIRES
Aix-en-Provence	Territoire du Pays d'Aix Hôtel Boadès 13100 Aix-en-Provence	Jeudi 19/11/2020 de 14h à 17h et Jeudi 03/12/2020 de 9h à 12h
Aubagne	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 932 avenue de la Fleuride 13400 Aubagne	Vendredi 13/11/2020 de 9h à 12h et Jeudi 03/12/2020 de 14h à 17h
Gardanne	Direction des services techniques et de l'urbanisme 1 av de Nice 13120 Gardanne	Jeudi 26/11/2020 de 14h à 17 h
Istres	Territoire Istres Ouest Provence Direction de l'aménagement du territoire	Mardi 10/11/2020 de 9h à 12h

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

	Trigance 4 - allée de la passe-pierre 13800 Istres	et Lundi 16/11/2020 de 14h à 17h
La Ciotat	Service Urbanisme et Foncier Hôtel de Ville, 1 ^{er} étage rond-point des messageries maritimes 13600 La Ciotat	Mardi 24/11/2020 de 14h à 17h et Mardi 08/12/2020 de 9h à 12h
Marignane	Direction de l'Aménagement et du territoire Hôtel de ville Cours Mirabeau 13700 Marignane	Jeudi 12/11/2020 de 9h à 12h et Jeudi 10/12/2020 de 14h à 17h
Marseille	Délégation générale de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat 40 rue Fauchier 13002 Marseille	Vendredi 20/11/2020 de 13h45 à 16h45h et Mardi 1/12/2020 de 9h à 12h
Martigues	Territoire du Pays de Martigues Hôtel de l'Agglomération rond-point de l'Hôtel de ville 13500 Martigues	Jeudi 19/11/2020 de 9h à 12h
Martigues	Hôtel de ville salle au fond du hall rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 Martigues	Mercredi 02/12/2020 de 14h à 17h
Miramas	Hôtel de Ville Place Jean Jaurès 13140 Miramas	Lundi 09/11/2020 de 9h à 12h et Mardi 24/11/2020 de 14h à 17h
Pertuis	Direction des Services Techniques, 195 impasse Jules Seguin 84120 Pertuis	Jeudi 03/12/2020 de 14h à 17h
Marseille	Siège de la Métropole Aix-Marseille- ProvenceLe Pharo58 bd Charles Livon 13007 Marseille	Lundi 09/11/2020 de 14h à 17h et Jeudi 10/12/2020 de 9h à 12h

Salon-de-Provence	Territoire du Pays Salonais Direction de l'aménagement et du territoire 190 rue du commandant Sibour 13330 Salon-de-Provence	Mercredi 18/11/2020 de 9h à 12h et Jeudi 10/12/2020 de 14h à 17h
Vitrolles	Direction générale adjointe VCDU Bâtiment l'Azuréen Arcades des Citeaux 13127 Vitrolles	Lundi 23/11/2020 de 9h à 12h et Mercredi 09/12/2020 de 14h à 17h

La commission tiendra également des permanences téléphoniques sur rendez-vous, aux dates et horaires suivants :

- Le vendredi 20 novembre 2020 de 9h à 17h au 06 32 87 50 43
- Le jeudi 26 novembre 2020 de 9h à 17h au 06 32 87 50 44
- Le mardi 1^{er} décembre 2020 de 9h à 17h au 06 32 87 50 69

La prise de rendez-vous s'effectuera 48 heures avant la date :

- Soit sur le registre numérique de concertation numérique à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp>
- Soit, par téléphone aux numéros visés ci-dessus.

Article 8 : Clôture de l'enquête publique

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête publique seront collectés sans délais par la commission d'enquête pour être clos par le Président de la commission d'enquête.

En application de l'article R.123-18 du code de l'environnement, après clôture des registres d'enquête, le Président de la commission d'enquête rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours courra à compter de la réception par le Président de la commission d'enquête des registres d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Article 9 : Rapport et conclusions motivées

La commission d'enquête établira un rapport unique conformément aux dispositions de l'article R.123-19 du Code de l'Environnement qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies.

Elle consignera, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au Projet de Plan de Déplacements Urbains.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Président de la commission d'enquête transmettra à Madame la Présidente de la Métropole l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées, avec le rapport unique et les conclusions motivées de la commission d'enquête portant sur le Projet de Plan de Déplacements Urbains.

Une copie du rapport et des conclusions motivées sera transmise par le Président de la commission d'enquête à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Article 10 : Consultation par le public du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête publique

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la remise du rapport et des conclusions par la commission d'enquête à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction générale adjointe en charge de la mobilité - Direction Etudes et Stratégie, située à Marseille 2^{ème}, 2 bis Bd Euromed, quai d'Arenc.

La Métropole Aix-Marseille-Provence adressera également une copie de ce rapport et de ces conclusions motivées à chacune des communes de la Métropole, ainsi qu'aux mairies de secteurs de Marseille, pour qu'elles y soient tenues à la disposition du public dans les mêmes délais.

La Métropole Aix-Marseille-Provence publiera le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête, pendant le délai d'un an à compter de leur remise par la commission d'enquête, sur le registre numérique d'enquête publique : <https://www.registre-numerique.fr/plan-deplacements-urbains-metropole-amp>

Article 11 : Les décisions au terme de l'enquête publique et les autorités compétentes pour statuer

L'autorité compétente pour statuer sur le Plan de Déplacements Urbains est le conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence, qui après avis simple des conseils de territoires, se prononcera par délibération sur l'approbation du Plan de Déplacements Urbains. Il pourra, au vu des résultats de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de cette approbation.

Article 12 : Personne responsable du projet

La personne responsable du projet est la Métropole Aix-Marseille-Provence dûment représentée par sa Présidente en exercice et domiciliée au siège de la Métropole cité à l'article 2 du présent arrêté.

Article 13 : Exécution du présent arrêté

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

DÉCISIONS

Décision n° 20/732/D

Bail dérogatoire avec la société Alphenyx pour l'occupation de caves dans le bâtiment B Luminy Biotech

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 Février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole.
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 Juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
 - Que la société Alphenyx, représentée par Vincent L'Hermite, a signé une convention d'occupation temporaire du 1^{er} août 2017 pour l'occupation de la cave B4 ;
 - Que la convention initiale est arrivée à terme ;
 - Que la société a fait part de sa volonté d'occuper également la cave B1 ;
 - Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans pour un loyer annuel de 2022,20 euros HT HC permettrait de répondre à la demande de l'entreprise ;
 - Que la société s'engage à verser un dépôt de garantie d'un montant de 505,60 euros ;
- Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020**

- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de la date de sa notification pour une durée de 3 ans.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans avec la société Alphenyx pour l'utilisation des caves B1 et B4 sis à Luminy Biotech – Parc scientifique de Luminy – 163 Avenue de Luminy – 13288 Marseille cedex 09.

Article 2 :

Le montant du loyer à payer par l'entreprise sera fixé à 2022,20 € HT HC annuel.
Le montant du dépôt de garantie sera fixé à 505,60 euros.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/735/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé sous le lot n°201 sis Hôtel Technoptic - 3 rue Marc Donnadille à Marseille (13013) pour la société Imelys

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Hôtel Technoptic 3 rue Marc Donnadille à Marseille (13013) ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n°201, d'une surface de 32 m², est libre d'occupation ;
- Que la société IMELYS, représentée par Madame Grezard Sylvie, dans le cadre de son activité d'organisation de foires, de salons professionnels et de congrès, a sollicité la Métropole pour la location d'un bureau lot 201 ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme est nécessaire ;
- Qu'il est proposé un loyer de 130 euros/HT/HC/an, soit 4160 euros HT HC par an ;

- Qu'il est proposé une provision de charges de 70 euros/m2/an HT soit 2240 euros HT par an ;
- Qu'un dépôt de garantie de 1040 euros sera versé à la signature du bail.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire pour une durée de 3 ans ferme pour le lot 201 d'une surface de 32m2.

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'entreprise sera fixé à 4160 euros HT HC annuel.

Le montant des charges à payer par l'entreprise sera fixé à 2240 euros HT annuel. Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente.

Le montant du dépôt de garantie est fixé à 1040 euros.

Article 3:

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/736/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé lot n°129 sis Hôtel Technologique 45 rue Frédéric Joliot Curie à Marseille 13013 - pour la société Acteis

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m² consacré à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Que la société Acteis, représentée par Monsieur Olivier Aguillo en sa qualité de gérant, a signé un bail dérogatoire pour le lot n°129 qui a pris effet le 1^{er} avril 2018 ;
- Que le bail dérogatoire initial est arrivé à terme ;

- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme pour un loyer de 15 840 euros HT HC annuel permettrait de répondre à la demande de l'entreprise de continuer à occuper les locaux ;
- Que le bail prévoirait le versement d'une provision de charges de 58€/m2/an HT soit un total de 11 484 euros HT;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de sa notification.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans ferme avec la société ACTEIS pour l'occupation d'un atelier lot n°129 sis à l'Hôtel technologique 45 rue Joliot-Curie à Marseille 13013, d'une superficie de 198m2.

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'entreprise sera fixé à 15 840 euros HT HC annuel. Le montant des charges à payer par l'entreprise sera fixé à 11 484 euros HT annuel. Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente.

Le montant du dépôt de garantie, fixé à 3 960 euros, a déjà été versé lors du précédent contrat et demeure donc conservé par la Métropole.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/737/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé sous le numéro 7 avec la SAS Maxter Catheters - Village d'entreprise de Saint Henri, rue Anne Gacon, 13016 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble de bâtiments situé rue Anne Gacon – Village d'entreprises de Saint Henri, 13016 Marseille ;
- Que l'entreprise Maxter Catheters représentée par son Président Monsieur David Ball a signé un bail dérogatoire du 15 novembre 2017 concernant le lot 7 d'une surface totale de 333,34 m² pour répondre aux besoins liés à son activité de fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

- Que ce bail dérogatoire a été renouvelé et arrivera à terme le 30 novembre 2020 ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme pour un loyer de 31 884,44 euros HT HC annuel permettrait de répondre à la demande de l'entreprise de continuer à occuper les locaux ;
- Que le bail prévoirait le versement d'une provision de charges de 30,93 /m2/an HT soit un total de 10 310,21 euros HT ;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter la date de sa notification et au plus tôt au 1^{er} décembre 2020.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de trois ans ferme avec l'entreprise Maxter Catheters pour l'occupation du lot n°7 sis Village d'entreprises de Saint Henri, rue Anne Gacon, 13016 Marseille d'une surface totale de 333,34 m².

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'entreprise sera fixé à 31 884,44 euros HT HC annuel. Le montant des charges à payer par l'entreprise sera fixé à 10 310,21 euros HT annuel.

Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente.

Le montant du dépôt de garantie fixé à 7596,75 euros a déjà été versé lors du précédent contrat et demeure donc conservé par la Métropole.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'état spécial du territoire : Sous-politique B330 – Service 900 000 – natures 752, 7588 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/738/D

Rectification d'une erreur matérielle inscrite dans la décision n°19/836/D relative à la signature d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SCI La Cride au 158 rue de Rome, 13006 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence établissant les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière ;
- La décision n°19/836/D relative au bail avec la SCI La Cride au 158 rue de Rome, 13006 Marseille.

CONSIDERANT

- Que dans le cadre de la stratégie métropolitaine de redynamisation des commerces du centre ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence par la décision précitée a pris à bail un local à usage de commerce situé 158 rue de Rome, 13006 Marseille ;
- Que cette décision contient une erreur matérielle en ce sens qu'elle indique qu'une somme de 1113,84 euros TTC était due à la Compagnie Phocéenne de Négociations au titre d'honoraires de location ;
- Que cette somme est due à l'Agence Centrale Immobilière de Gestion et notamment son agence de gestion locative dénommée Agence Immobilière des Tanneurs, titulaire d'un mandat de gestion immobilière n°135 conclu avec le bailleur.

DECIDE

Article 1 :

De rectifier cette erreur matérielle comme suit : la somme de 1113,84 euros TTC est due au titre d'honoraires de location au profit de l'Agence des Tanneurs, titulaire d'un mandat de gestion immobilière n°135 conclu avec le bailleur.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole – Sous politique A131 – Nature 6132, 614, 63512, 62268 – Chapitre 011 – Fonction 020.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/739/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé sous le lot n°233 de 35 m² dans l'Hôtel Technologique - 45 rue Frédéric Joliot Curie à Marseille (13013) - pour la société Simpliciweb

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Que l'entreprise Simpliciweb, représentée par ses gérants Messieurs Nicolas Sotron et Stéphane Trichet ont signé le 12 novembre 2014 une Convention d'Occupation Temporaire (COT) concernant le lot n°233 pour le développement de leur activité ;
- Que la convention susmentionnée est arrivée à terme ;

- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme pour un loyer de 4 550.04 euros HT HC annuel permettrait de répondre à la demande de l'entreprise de continuer à occuper les locaux ;
- Que le bail prévoirait le versement d'une provision de charges de 58 euros/m2/an HT soit un total de 2030 euros HT par an ;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de sa notification.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire d'une durée de 3 ans ferme avec la société Simpliciweb pour l'occupation du lot n°233 de 35m2 sis l'Hôtel Technologique 45 rue Joliot-Curie à Marseille (13013).

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'entreprise sera fixé à 4 550.04 euros HT HC annuel.

Le montant des charges à payer par l'entreprise sera fixé à 2030 euros HT annuel. Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente.

Le montant du dépôt de garantie, fixé à 379.16 euros, a déjà été versé lors du précédent contrat et demeure donc conservé par la Métropole.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/740/D

Bail dérogatoire lot 220 sis Hôtel Technoptic - 3 rue Marc Donnadille à Marseille (13013) pour la Société FCL

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Hôtel Technoptic 3 rue Marc Donnadille à Marseille (13013) d'une surface de 3 243 m² consacré à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Que l'entreprise FCL Gérer la Cité, représentée par MD2S ACTIV, en sa qualité de Président, lui-même représentée par Madame Isabelle KEBE, en sa qualité de Présidente de la société MD2S ACTIV, a signé une convention d'occupation temporaire qui a pris effet le 15 mars 2015 ;
- Que la convention d'occupation temporaire est arrivée à terme ;

- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme pour un loyer de 4 492.80 euros HT HC annuel permettrait de répondre à la demande de l'entreprise de continuer à occuper les locaux ;
- Que le bail prévoirait le versement d'une provision de charges de 70€/m2/an HT soit 2419.20 euros HT par an ;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de sa notification.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire pour une durée de 3 ans ferme pour l'occupation du lot 220 sis l'Hôtel Technoptic rue Marc Donnadille à Marseille (13013) d'une superficie de 34.56m2.

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'entreprise sera fixé à 4 492.80 euros HT HC annuel.

Le montant des charges à payer par l'entreprise sera fixé à 2419.20 euros HT annuel. Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente.

Le montant du dépôt de garantie, fixé à 374.40 euros, a déjà été versé lors du précédent contrat et demeure donc conservé par la Métropole.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/741/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé lot n° 203 sis Hôtel Technoptic 3 rue Marc Donnadille à Marseille (13013) pour Madame Laura Domenech.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Hôtel Technoptic 3 rue Marc Donnadille à Marseille (13013) d'une surface de 3 243 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Que Madame Laura Domenech, micro entrepreneur, a signé un bail dérogatoire pour le lot n°203 qui a pris effet le 1^{er} novembre 2019 ;
- Que le bail dérogatoire initial est arrivé à terme ;

- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme pour un loyer de 130 euros/m2/an soit un total de 2080 euros HT HC (deux mille quatre-vingt euros) annuel permettrait de répondre à la demande de l'entreprise de continuer à occuper les locaux ;
- Que le bail prévoirait le versement d'une provision de charges de 70 euros/m2/an HT soit un total de 1 120 euros HT ;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de sa notification.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans ferme avec Madame Laura Domenech pour l'occupation du lot n°203 sis à Hôtel Technoptic 3 rue Marc Donnadille à Marseille (13013) d'une superficie de 16m2.

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'entreprise sera fixé à 2 080 euros HT HC annuel. Le montant des charges à payer par l'entreprise sera fixé à 1 120 euros HT annuel. Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente. Le montant du dépôt de garantie, fixé à 520 euros, a déjà été versé lors du précédent contrat et demeure donc conservé par la Métropole.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur général des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/742/D

Bail dérogatoire d'un bureau individualisé lot n°240 sis Hôtel Technologique 45 rue Frédéric Joliot Curie à Marseille (13013) pour la société Oxyne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot n°240, d'une surface de 33m², est libre d'occupation ;
- Que la société Oxyne, représentée par la société Sokalis Conseils, dans le cadre de son activité professionnelle, a sollicité la Métropole pour la location du bureau lot 240 ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme est nécessaire;

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

- Qu'il est proposé un loyer de 130 euros/m2/an soit un total de 4 290 euros HT HC ;
- Qu'il est proposé une provision de charges de 58 euros/m2/an HT soit un total de 1 914 euros HT par an ;
- Qu'un dépôt de garantie de 1 072.50 euros sera versé à la signature du bail.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans ferme avec la société Oxyne pour l'occupation du lot n°240 sis à l'Hôtel technologique 45 rue Joliot-Curie à Marseille (13013) d'une superficie de 33m2.

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'entreprise sera fixé à 4 290 euros HT HC annuel. Le montant des charges à payer par l'entreprise sera fixé à 1 914 euros HT annuel. Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente.

Le montant du dépôt de garantie est fixé à 1 072.50 euros.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial Territoire CT1: Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/743/D

Bail dérogatoire E4 bureau 246 - Maison du Développement Industriel, 38 rue Frédéric Joliot Curie, 13013 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 38 rue Frédéric Joliot Curie – Maison du Développement Industriel 13013 Marseille ;
- Que l'association E4 représentée par son président Monsieur Jefferson Brotons a signé un bail dérogatoire du 9 juillet 2018 concernant le lot 246 d'une surface totale de 20,03 m² pour répondre aux besoins liés à son activité d'expertise écologique et d'éducation à l'environnement ;

- Que ce bail dérogatoire est arrivé à terme en juin 2020 ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans ferme pour un loyer de 1 838 euros HT HC annuel permettrait de répondre à la demande de l'entreprise de continuer à occuper les locaux ;
- Que le bail prévoirait le versement d'une provision de charges de 65 euros/m2/an HT soit un total de 1301,95 euros HT ;
- Que dans le cas où les négociations avec l'entreprise seraient menées à leur terme, le bail prendrait effet à compter de sa notification.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de trois ans ferme avec l'association E4 pour l'occupation du lot n°246 sis à la Maison du Développement Industriel, 38 rue Frédéric Joliot Curie, 13013 Marseille d'une surface totale de 20,03m².

Article 2 :

Le montant de la redevance à payer par l'association est fixé à 1 838,80 euros par an HT HC. Le montant des charges à payer par l'association est fixé à 1301,95 euros HT par an.

Ce montant est révisable chaque année pour tenir compte du coût des charges supportées par la Métropole Aix-Marseille-Provence l'année précédente.

Le montant du dépôt de garantie fixé à 150 euros a déjà été versé lors du précédent contrat et demeure donc conservé par la Métropole.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget Immobilier d'entreprise : Sous-politique B330 – Service 900 000 – natures 752, 7588 – fonction 64 chapitre 75.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/744/D

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Renouvellement du réseau eaux usées rue du Serpolet et rue du Pébro d'Ail" Hameau d'Entressen commune d'Istres"

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 039-2697/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 portant approbation de la mise en autorisation de programme de l'opération 2017503300 ;
- La délibération n° DEA 030-5250/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant approbation de la révision et de l'affectation relatives à l'opération 2017503300 ;
- La délibération n° DEA 018-8004/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation de la révision et de l'affectation relatives à l'opération 2017503300 ;
- La délibération n° FAG 022-7678/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 portant approbation des budgets annexes 2020 du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/101/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 juillet 2020 donnant délégation de fonction à Monsieur Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté n° 20/126/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération «Renouvellement du réseau eaux usées rue du Serpolet et rue du Pébro d'Ail » sur le territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que suite à la mise en place d'équipements de surveillance des réseaux d'assainissement sur l'ensemble du Territoire Istres-Ouest Provence, les données collectées ont été analysées et interprétées par l'exploitant ;
- Que cette analyse a permis de mettre en évidence, les secteurs de collecte d'eaux les plus générateurs d'eaux claires parasites permanentes qui surchargent hydrauliquement les stations d'épuration ;
- Qu'à la lecture de ces éléments, il est nécessaire de procéder aux travaux cités ci-dessus ;
- Que cette opération a été créée par délibération n° FAG 039-2697/17/CM du 19 octobre 2017 et a fait l'objet de révisions par délibérations n° DEA 030-5250/18/CM du 13 décembre 2018 et n° DEA 018-8004/19/CM du 19 décembre 2019 ;
- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 366 320 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	50,00 %	183 160,00 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50,00 %	183 160,00 euros
TOTAL	100,00 %	366 320,00 euros

DECIDE

Article 1 :

D'autoriser à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget annexe assainissement 2020 du Territoire Istres-Ouest-Provence, chapitre 2017503300, nature 21532, code opération 2017503300.

La recette correspondante sera inscrite au Budget annexe assainissement 2020 du Territoire Istres-Ouest Provence, section d'investissement nature 1311, code opération 2017503300.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Octobre 2020

Décision n° 20/745/D

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan de Cuques à partir du réservoir des Rascous, communes de Plan de Cuques et d'Allauch"

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 003-1456/16/CM du 15 décembre 2016 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2017102900
- La délibération n° DEA 020-3328/17/CM du 14 décembre 2017 qui révisé le volume d'Autorisation de Programme relative à l'opération n°2017102900 ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération n°2017102900 « Alimentation en eau de Plan-de-Cuques par le réservoir des Rascous », créée en décembre 2016. Les travaux projetés consistent en la pose de 1 900 mètres de canalisations de diamètre 400 m depuis la canalisation DN 600 mm d'adduction du réservoir des Rascous à Allauch jusqu'à l'avenue Pasteur à Plan de Cuques ;

La mise en place de cette conduite de liaison entre l'usine des Ambrosis et la conduite d'alimentation du réservoir des Rascous à Allauch, permettra de secourir la distribution d'eau potable pour l'ensemble de la commune de Plan de Cuques, à parti du réseau de distribution de Marseille, sans recours à un pompage intermédiaire, au niveau de l'usine des Ambrosis. Les travaux d'une durée de dix mois devraient commencer en novembre 2020 ;

- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 789 822,00 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur « subvention de droit commun hors cadre de contrat »	30 %	536 946 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	70 %	1 252 876 euros
TOTAL	100 %	1 789 822 euros

DECIDE

Article 1 :

De solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père: 2017102900.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1312 - Sous politique F170 – Code gestionnaire 3DEAE

.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Octobre 2020

Décision n° 20/754/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Coudoux pour l'acquisition de la parcelle AB 14 située 1 rue Paul Cézanne à Coudoux (13111)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2675 du 11 septembre 2006 du Conseil Municipal de la commune de Coudoux instaurant le droit de préemption urbain ;
- La délibération n° 2897 du 12 mai 2010 du Conseil Municipal de la commune de Coudoux, instituant le droit de préemption urbain renforcé ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Coudoux le 30 juillet 2020 portant aliénation de la parcelle cadastrée AB 14 située 1 rue Paul Cézanne à Coudoux (13111) ;
- La demande de délégation du droit de préemption urbain de la commune de Coudoux reçue à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 2 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que cette parcelle se situe dans un périmètre présentant un intérêt particulier pour la commune de Coudoux.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Coudoux pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AB 14 située 1 rue Paul Cézanne à Coudoux (13111).

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Septembre 2020

Décision n° 20/755/D

Approbation d'un bail de courte durée dérogatoire aux baux commerciaux avec la SAS Maison lancry - 1 rue Jeune Anacharsis, 13001 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du 20 juin 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence établissant les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale ;
- L'arrêté 20/216/CM du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction, à Monsieur Christian Amiraty, 2ème Conseiller Délégué membre du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : patrimoine et politique immobilière.

CONSIDERANT

- Que le contrat de projet partenarial d'aménagement du centre-ville de Marseille, par la redynamisation des commerces de ce secteur, est un objectif prioritaire de la stratégie métropolitaine conformément à la délibération ECO002-6394/19/CM du 20/06/2019 ;
- Que dans le cadre de cette stratégie, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris à bail un local à usage de commerce situé 1 rue Jeune Anacharsis, 13001 Marseille, en vue de le sous-louer à un tiers qui pratiquera une activité commerciale ;

- Que la SAS Maison Lancry, représentée par Mme Charlotte Lancry, souhaite prendre à bail ce local en qualité de sous-locataire à compter du 1^{er} octobre 2020 pour y exercer une activité de fabrication d'articles de voyages, de maroquinerie et de sellerie ;
- Que le loyer pratiqué est cohérent avec le prix des transactions comparables sur ce secteur ;
- Que la saisine du service des Domaines n'est pas obligatoire ;
- Par conséquent, il est proposé un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SAS Maison Lancry à compter du 1^{er} octobre 2020 dans les conditions suivantes :

Désignation :

Au sein de l'immeuble situé 1 rue Jeune Anacharsis, 13001 Marseille, la Métropole donne à bail à la SAS Maison Lancry les locaux suivants : un local commercial constituant le lot n°2 de l'immeuble pour une surface totale de 56 m².

Durée :

Six mois renouvelable une fois à compter du 1^{er} octobre 2020.

Prix :

Loyer : quinze mille euros par an, hors taxes et hors charges, payable trimestriellement et d'avance, soit 3 750 euros hors taxes la première année.

Charges : la provision pour charge annuelle est de 400 euros hors taxes.

Dépôt de garantie :

Un dépôt de garantie de 937,50 euros doit être versé par le sous-locataire.

Honoraires :

La somme de 450 euros par trimestre est à la charge du preneur au titre des honoraires de location de la Compagnie Phocéenne de Négociations.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail de courte durée dérogatoire au statut des baux commerciaux avec la SAS Maison Lancry, à compter du 1^{er} octobre 2020 pour une durée de six mois renouvelable une fois pour les locaux sus mentionnés.

Article 2 :

Les recettes sont inscrites au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512, 62268 – Chapitre 011 – Fonction 020.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Septembre 2020

Décision n° 20/756/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) de l'immeuble entier situé aux 19, 19 b et 19 ter de la Rue Saint Bazile à Marseille 1er arrondissement cadastré 802 C 144 appartenant à la SARL JAC REALISATIONS.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM, du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le Territoire de Marseille Provence ;

- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La délibération du Conseil Métropolitain n° URB 004/1222/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la signature la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » entre la métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier PACA ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n°17/0196 du 2 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner IA 013 201 20 M 025 reçue en mairie de Marseille le 20 juillet 2020, portant aliénation de l'immeuble entier situé à Marseille 1er arrondissement, 19, 19b et 19 ter rue Saint Bazile, sur une parcelle cadastrée 802 C 144 et appartenant à la SARL JAC Réalisations.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout établissement public y ayant vocation ;
- Que ce bien est intégré au périmètre de la convention d'intervention foncière « Grand Centre-Ville » pour lequel l'Etablissement Public Foncier PACA est missionné par la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille pour réaliser les acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des objectifs de l'opération Grand Centre-Ville ;

- Que l'opération Grand Centre-Ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m² de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville en matière de production de logements et/ou locaux d'activités ;
- Que ce bien, majoritairement vacant et d'une grande superficie, est par ailleurs situé à proximité immédiate d'un site d'intervention de l'EPF PACA (projet de cession ADOMA, en vue de la production de logements temporaires).

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de la pleine propriété de l'immeuble entier, d'une surface utile de 270 m², dans l'immeuble sis sur la parcelle cadastrée 802 C144 d'une contenance cadastrale de 300 m², situé au 19, 19 b et 19 ter Rue Saint Bazile à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SARL JAC Réalisations.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/757/D

Réforme des véhicules immatriculés DM-744-NT et FC-776-QS de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que les véhicules immatriculés DM-744-NT et FC-776-QS ont fait l'objet d'un vol survenu le 16 mai 2020 dans la cour du centre de ramassage située Quartier du Pont de la Tour à Mallemort ;
- Que le cabinet d'expertise a fixé l'indemnité d'assurance à 95 000 euros, franchise à déduire pour le véhicule immatriculé DM-744-NT et à 10 000 euros, franchise à déduire pour le véhicule immatriculé FC-776-QS ;
- Qu'il est nécessaire de retirer les véhicules immatriculés DM-744-NT et FC-776-QS du parc de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de les céder à la compagnie d'assurances SMACL ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement au versement de ces indemnités.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la réforme des véhicules immatriculés DM-744-NT et FC-776-QS.

Article 2 :

Est approuvé l'encaissement de l'indemnité proposée par la SMACL en réparation définitive du sinistre survenu en date du 16 mai 2020, d'un montant de 94 200 euros, franchise déduite pour le véhicule immatriculé DM-744-NT et de 9 500 euros, franchise déduite pour le véhicule immatriculé FC-776-QS.

Article 3 :

La recette sera constatée au budget annexe « collecte et traitement des déchets » du Territoire du Pays Salonais - chapitre 77 – compte 775- fonction 01.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Septembre 2020

Décision n° 20/759/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la commune de La Ciotat d'un terrain et d'une construction sis Le Val Tendre 13600 La Ciotat à détacher des parcelles cadastrées BZ 0799 et BZ 0802 appartenant aux consorts Condomines Kocour, Mavrogordato et Madame Rastelli.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants et L 300 -1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Les délibérations URB 001-7380/19 et URB 010-7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019 déléguant le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur le Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération URB001-7993/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente ;

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 5 août 2020, enregistrée sous le numéro IA 013 028 20 M0318 portant aliénation d'un terrain et d'une construction démontable à usage de jardinerie, d'une superficie utile de 150 m², sis Le Val Tendre à la Ciotat (13600), à détacher des parcelles cadastrées BZ 0799 et BZ 0802, appartenant aux conjoints Condoumes Kocour, Mavrogordato et Madame Rastelli ;
- Le courrier de la commune de La Ciotat du 1^{er} septembre 2020 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence afin que lui soit délégué le droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UEc1 – A2 et Nh du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire de Marseille Provence approuvé le 19 décembre 2019 dont fait partie la commune de La Ciotat ;
- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'afin de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 021-7916/CM du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation sur la commune de la Ciotat, soit un terrain d'une superficie de 11 130 m² à détacher des parcelles cadastrées BZ 0799 et BZ 0802, sur lequel est édifiée une construction démontable à usage de jardinerie d'une surface utile de 150 m², situé Le Val Tendre, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, mais pourrait permettre la réalisation d'un parc de stationnement public, situé à proximité de la voie douce.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de La Ciotat pour l'acquisition d'un terrain d'une superficie de 11 130 m² sur lequel est édifié une construction démontable à usage de jardinerie d'une surface utile de 150 m² sis Le Val Tendre 13600 La Ciotat à détacher des parcelles cadastrées BZ 0799 et BZ 0802 et appartenant aux conjoints Condoumes Kocour, Mavrogordato et Madame Rastelli .

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Décision n° 20/760/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien immobilier situé Impasse Pierre Fiche, 13240 Septèmes-les-Vallons et cadastré AK 123 appartenant à Madame Valérie Aguilar - Yeremian

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 010 - 7381/19 du 19 décembre 2019 instaurant le droit de préemption urbain renforcé aux communes membres à l'exception de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 à la Présidente ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 106 20 M 0095 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 04/08/2020, portant aliénation d'un bien immobilier situé à Septèmes-les-Vallons, Impasse Pierre Fiche, sur une parcelle cadastrée AK 123 et appartenant à Madame Valérie Aguilar-Yeremian ;
- La demande de délégation du droit de préemption urbain de la commune de Septèmes-les-Vallons reçue de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 27 août 2020.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération HN 002-8074/20/ CM du 17 juillet 2020 la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons met en œuvre une politique locale de l'habitat conformément à l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme consistant d'une part à répondre à l'obligation de production de logements locatifs sociaux visée par l'article 55 de la loi SRU du 13 décembre 2000, et d'autre part à participer à l'amélioration de l'habitat existant tant dans les noyaux villageois existants que dans les résidences significatives de la commune.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la pleine propriété d'un immeuble consistant en une maison, d'une superficie habitable de 93 m², située Impasse Pierre Fiche, 13240 Septèmes-les-Vallons, sur la parcelle cadastrée AK 123 d'une contenance de 178 m², appartenant à Madame Valérie Aguilar-Yeremian.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Décision n° 20/761/D

Consignation des fonds destinés au financement des mesures foncières et alternatives prévues dans la convention de financement relatif au plan de prévention des risques technologiques de la commune de Fos-sur-Mer.

VU

- La loi n° 2014-58 du 27 juin 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les articles L. 518-2 alinéa 2 et L. 518-17 et suivants du code monétaire et financier ;
- Les articles L. 515-16, L.515-16-4 et L.515-19-1 du code de l'environnement ;
- Le Plan de Prévention des Risques Technologiques autour de l'établissement ESSO Raffinage et SPSE situé sur la commune de Fos-sur-Mer et approuvé par l'arrêté préfectoral n° 191-2010-PPRT/11 du 30 mars 2018 ;
- La convention de financement des mesures foncières et alternatives relatives au PPRT de la commune de Fos-sur-Mer, annexée au présent arrêté et signée le 30 avril 2020 entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence ;
Le Département des Bouches-du-Rhône ;
Le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
L'Etat, représenté par le Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;
La Société ESSO Raffinage ;
La Société SPSE ;

- La délibération n° URB 007-6924/19/BM du 24 octobre 2019 portant approbation de la convention de financement des mesures foncières prévues par le plan de prévention des risques technologiques de Fos Est, sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer et autorisant Madame la Présidente à la signer ainsi que tous les documents y afférents.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'urbanisme sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer, doit procéder à la mise en œuvre des mesures foncières en tant qu'acquéreur ;
- Que, dans le cadre de la mise en œuvre des mesures foncières et alternatives relatives au PPRT de la commune de Fos-sur-Mer, le montant total des indemnités a été fixé à 18 285 175 euros à la date de signature de la convention ci-dessus citée ;
- Que l'ensemble des parties prenantes :

La Métropole Aix-Marseille-Provence ;
Le Département des Bouches-du-Rhône ;
Le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;
L'Etat, représenté par le Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;
La Société ESSO Raffinage ;
La Société SPSE.

ont donné un avis favorable :

aux modalités de financement des mesures foncières et alternatives relatives au PPRT, au recours à la consignation des indemnités de ces mesures foncières et alternatives auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;

- Qu'aux termes des dispositions susmentionnées, la consignation des contributions financières des différentes parties auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations nécessite une décision de consignation.

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorise les contributeurs définis par la convention de financement susvisée, à consigner à la Caisse des Dépôts et Consignations, à hauteur de leurs contributions financières respectives, la somme de 18 285 175 euros correspondant au montant des contributions obligatoires fixé par accord de l'ensemble des financeurs, au profit final des bénéficiaires détaillés par la convention de financement susvisée.

Répartition des contributions		
CONTRIBUTEURS		
	Taux de participation	Contribution en TTC (*nb)
Les EXPLOITANTS		33,33 %
Dont ESSO	23,80 %	6 094 449 €
Dont SPSE	9,53 %	4 351 712 €
Les COLLECTIVITÉS		33,33 %
Dont METROPOLE Aix-Marseille Provence	25,94 %	1 742 737 €
Dont Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	2,36 %	6 094 448 €
Dont Conseil Régional Sud PACA	5,03 %	431 530 €
L'ÉTAT		33,34 %
Rappel montant total estimé		18 285 175,00 €

Les modalités de consignation sont celles précisées par la convention de financement susvisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Les sommes sont versées sur le(s) compte(s) de consignation, ouvert(s) à la Caisse des dépôts et intitulé(s) comme suit :

- N° 3164288 : PPRT Fos EST – Mesures foncières et Mesures alternatives – secteur 1/SPSE ;
- N° 3164292 : PPRT Fos EST – Mesures foncières et Mesures alternatives – secteur 2/ESSO ;
- N° 3164295 : PPRT Fos EST – Mesures foncières et Mesures alternatives – secteur 3/ESSO-SPSE ;

afin de recueillir lesdites contributions financières des parties visées à l'article L. 515-19-1 du code de l'environnement.

Zone n°1 telle que définie dans l'annexe 2 de la présente convention

CONTRIBUTEURS	Taux de participation (%)	Contribution (*nb)
SPSE	33,33 %	1 730 542 €
La Métropole Aix Marseille Provence	25,94 %	1 346 842 €
Le Conseil Départemental des BOUCHES-DU-RHÔNE (CD 13)	2,36 %	122 535 €
Le Conseil Régional PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR (CR PACA)	5,03 %	261 165 €
L'ÉTAT	33,34 %	1 731 060 €
Montant total estimé	100,00 %	5 192 144 €

Zone n°2 telle que définie dans l'annexe 2 de la présente convention

CONTRIBUTEURS	Taux de participation (%)	Contribution (*nb)
ESSO	33,33 %	4 093 842 €
La Métropole Aix Marseille Provence	25,94 %	3 186 146 €
Le Conseil Départemental des BOUCHES-DU-RHÔNE (CD 13)	2,36 %	289 872 €
Le Conseil Régional PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR (CR PACA)	5,03 %	617 822 €
L'ÉTAT	33,34 %	4 095 071 €
Montant total estimé	100,00 %	12 282 753 €

**nb Les mesures foncières seront calculées toutes taxes comprises (TTC), mais les mesures alternatives ou les travaux en hors taxe (HT), charge à la Collectivité de se faire rembourser la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).*

Zone n°3 telle que définie dans l'annexe 2 de la présente convention

CONTRIBUTEURS		Taux de participation (%)	Contribution (*nb)
	SPSE	1,51 %	12 195 €
	ESSO	31,82 %	257 870 €
La Métropole Aix Marseille Provence		25,94 %	210 186 €
Le Conseil Départemental des BOUCHES-DU-RHÔNE (CD 13)		2,36 %	19 123 €
Le Conseil Régional PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR (CR PACA)		5,03 %	40 757 €
L'ÉTAT		33,34 %	270 147 €
Montant total estimé		100,00 %	810 278 €

La Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de faire les appels de fonds aux contributeurs pour qu'ils consignent auprès de la Caisse des dépôts et consignations, sur la base du présent arrêté et selon les modalités précisées par la convention financière susvisée.

A réception des pièces demandées et après constatation du virement des fonds, la Caisse des Dépôts et Consignations délivre un récépissé de consignation à chaque contributeur, récépissé qui atteste de la consignation des sommes dues par les parties au titre de la convention de financement susvisée.

Article 2

La déconsignation des fonds et des intérêts produits interviendra sur la base d'une décision administrative de la Métropole Aix-Marseille-Provence et selon les modalités précisées par la convention de financement susvisée.

La déconsignation des fonds sera effectuée par la Caisse des dépôts et consignations, dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande et des pièces détaillées par la convention de financement susvisée.

Article 3

Les fonds consignés sont bonifiés d'un taux d'intérêt fixé par décision du Directeur général de la Caisse des Dépôts prise après avis de la Commission de surveillance et revêtue de l'approbation du Ministre chargé de l'Economie.

Lors de la déconsignation des intérêts produits, le consignataire émet un imprimé fiscal unique (IFU) au nom du bénéficiaire.

Article 4

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Décision n° 20/763/D

Préemption des parcelles cadastrées section AY n°157, 158 et 906 lieu-dit quartier du Pontet 13590 Meyreuil appartenant à l'indivision Canu

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L210-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération 2006-A350 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 6 décembre 2006 approuvant le dossier de création de la ZAC à vocation économique du Carreau de la mine à Meyreuil ;
- La délibération 2007-A452 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC à vocation économique du Carreau de la mine à Meyreuil ;
- La délibération du Conseil municipal de Meyreuil du 22 mars 2013 approuvant la révision générale du Plan d'occupation des sols en Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Meyreuil du 27 juin 2013 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La délibération n°2015-A304 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 approuvant le Schéma de cohérence territoriale du Pays d'Aix ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des domaines ;

- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La déclaration d'intention d'aliéner souscrite par Maître Virginie Bismuth, Notaire, domicilié 10 avenue du village 13950 Cadolive représentant l'indivision Canu, reçue en mairie de Meyreuil le 28 juillet 2020 et enregistrée sous le n°20M0041 portant sur la vente de trois parcelles partiellement bâties cadastrées section AY n°157, 158 et 906, située quartier du Pontet 13590 Meyreuil d'une superficie totale de 3 631 m² au prix de 600 000 euros, aux conditions visées dans la déclaration, comprenant en outre un restaurant sous bail commercial et un bâtiment d'habitation occupé par le propriétaire ;
- L'avis de France Domaine référencé n°2020-060V1334 en date du 10 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT

- Que les parcelles considérées sont incluses dans le périmètre de la ZAC à vocation économique du Carreau de la mine à Meyreuil ayant fait l'objet d'un dossier de création approuvé en 2006 et d'un dossier de réalisation approuvé en 2007, aujourd'hui en cours de commercialisation, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Territoire du Pays d'Aix ;
- Que les objectifs poursuivis dans l'aménagement de la ZAC du Carreau de la Mine sont de contribuer au développement de l'offre foncière d'activités sur le bassin de la Haute-Vallée de l'Arc, d'apporter une réponse foncière aux besoins générés par la pépinière d'entreprises voisine, d'améliorer la qualité urbaine de ce secteur dans le cadre de la reconversion industrielle du site de Charbonnage de France ;
- Que ces parcelles sont classées au Plan Local d'Urbanisme de la commune en zone UEa, zone urbanisée à vocation tertiaire principalement et destinée à accueillir des activités de bureaux en front de la RD6 ;
- Que le droit de préemption urbain a été mis en place sur l'ensemble des zones U et AU de la commune, en particulier sur les zones UE ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte.

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (b) du Code de l'Urbanisme au prix proposé par le vendeur pour les trois parcelles partiellement bâties cadastrées section AY n°157, 158 et 906, situées quartier du Pontet 13590 Meyreuil d'une superficie totale de 3 631 m² au prix de 600 000 €, conforme à l'avis du service de France Domaine référencé n°2020-060V1334 en date du 10 septembre 2020, aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner en vue de constituer une réserve foncière afin de poursuivre l'aménagement de la ZAC à vocation économique du Carreau de la mine;

Article 2 :

Par la suite de cet accord, le propriétaire doit considérer comme définitive la vente de son bien cité en objet au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette vente devra être régularisée, conformément aux articles L213-14 et R213-12 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat spécial du territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement.

Article 5 :

Cette décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence consultable sur le site <https://www.ampmetropole.fr/les-actes>

Article 6 :

Monsieur le Directeur général des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Décision n° 20/764/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un local d'activité de 24.28 m², situé 12 avenue Frédéric Mistral appartenant à Messieurs Jellade Alain et Jellade Marc

VU

- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-201 du 29 mai 2015 du conseil municipal de la commune de Martigues instituant le droit de préemption ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Martigues le 30 juillet 2020 enregistrée sous le n° IA 013 056 20 M 0284 portant aliénation d'un local d'activité constituant le lot N°1 d'une copropriété, d'une superficie utile de 24.28 m², sis 12 avenue Frédéric Mistral, cadastré AE 393, appartenant à Messieurs Jellade Marc et Jellade Alain, au prix de vente de 30 000 euros avec une commission d'agence de 5 000 euros à la charge de l'acquéreur.

CONSIDERANT

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code général des Collectivités Territoriales la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence Plan Local d'Urbanisme depuis le 1er janvier 2018 ;

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN-002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Martigues porte sur le lot N°1 d'une copropriété, constitué d'un local d'activité d'une superficie utile de 24.28 m², sise 12 avenue Frédéric Mistral, classée en zone UAa du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 15 décembre 2017, ne présente pas d'intérêt métropolitain, mais doit permettre la poursuite de la politique d'intérêt communal d'accueil d'activité commerciale en centre-ville.

DECIDE

Article 1

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Martigues pour l'acquisition d'un local d'activité constituant le lot N°1 d'une copropriété, d'une superficie utile de 24.28 m², sis 12 avenue Frédéric Mistral, cadastré AE 393, appartenant à Messieurs Jellade marc et Jellade Alain

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Décision n° 20/765/D

Exercice du droit de priorité sur la cession par la SNCF d'une partie de la parcelle cadastrée section CE n° 161 b (83m²) sise sur la Commune d'Aix-en-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1 qui crée en faveur des communes et des établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble ou de droit sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble situé sur leur territoire et appartenant à l'Etat ou aux établissements publics mentionnés aux articles L. 2102-1, L. 2111-9 et L. 2141-1 du code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/CM du 9 juillet 2020 du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La notification reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 18 août 2020 et transmise à la Métropole le 24 août 2018 portant l'aliénation d'une partie de la parcelle cadastrée section CE n° 161 b (83 m²) sise sur la commune d'Aix-en-Provence, propriété de la SNCF.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, le droit de priorité peut être exercé par les communes et par les établissements publics de coopération intercommunale titulaire du droit de préemption urbain en vue de la réalisation, dans

l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement ou des réserves foncières en vue de permettre de telles actions ou opérations.

- Que suite à la réalisation de l'opération d'aménagement du BHNS d'Aix-en-Provence par la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de réaliser la régularisation foncière du bien ci-dessus désigné.

DECIDE

Article 1 :

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence son droit de priorité pour l'acquisition d'une emprise de 83m² de la parcelle cadastrée section CE n° 161, référencée CE 161 b sur le plan de modification du parcellaire cadastral ci-joint, propriété de la SNCF, sise sur la Commune d'Aix-en-Provence au prix de vente de un euro Hors taxes.

Article 2 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié, les frais étant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

La décision d'acquérir le bien ci-dessus désigné est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SNCF réseau.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Septembre 2020

Décision n° 20/766/D

Avenant n°1 au bail commercial n°10112017 du 10 novembre 2017 signé avec la société RS2N - Maison du Développement Industriel, 38 rue Frédéric Joliot Curie, 13013 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 38 rue Frédéric Joliot Curie – Maison du Développement Industriel 13013 Marseille ;
- Que la société RS2N a conclu le 10 novembre 2017 avec la Métropole un bail commercial pour les lots 124, 125, 126 et 132, pour ses activités spécialisées, scientifiques et diverses ;

- Que depuis la signature de cette convention, la société RS2N a rencontré des difficultés financières dues à la crise sanitaire sans précédent ayant touché le pays ;
- Que la société RS2N a formulé la demande de pouvoir, par dérogation au Code des Baux commerciaux, mettre un terme amiablement à son bail à tout moment avec un préavis d'un mois et une notification préalable aux créanciers inscrits et subrogés ;
- Que la signature d'un avenant au bail commercial modifiant son article III permettrait de répondre à cette demande de souplesse et d'accompagnement d'une entreprise en difficulté ;
- Que l'avenant prendra effet à compter de sa date de notification.

DECIDE

Article 1 :

De signer l'avenant n°1 au bail commercial signé entre la Métropole et la société RS2N.

Article 2 :

Cet avenant modifie l'article III du bail et autorise la résiliation amiable du bail à tout moment avec préavis d'un mois et notification préalable aux éventuels créanciers inscrits et subrogés.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Octobre 2020

Décision n° 20/767/D

Avenant de prolongation de délais -Mandat d'études préalables confié à la SPL Façonéo pour le développement d'une zone d'activités économiques Secteur Napollon II à Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 003-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 02-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/148/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur la délégation de fonctions et de signature à Monsieur Pascal Montecot, VIIème vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les statuts de la Société Publique Locale d'Aménagement Façonéo ;
- La décision n°18/464/D du 5 septembre 2018 autorisant Monsieur le Président ou son représentant à signer un mandat d'étude avec la SPL Façonéo sur le secteur dit Napollon II à Aubagne.

CONSIDÉRANT

- Que le mandat initial a été notifié la SPL à Façonéo le 12 novembre 2018 et est exécutoire à partir du 15 novembre 2018, pour une durée d'exécution de la mission de 24 mois ;
- Qu'un diagnostic préventif archéologique réalisé par l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives) a révélé des vestiges et retardé le début de la mission.

DECIDE

Article 1 :

De prolonger les délais d'exécution de la mission de 24 mois.

Article 2 :

De signer l'avenant n°1 au mandat d'études préalables pour le développement d'une zone d'activités économiques –Secteur Napollon II à Aubagne

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/768/D

Autorisation d'occupation temporaire pour le département- 3 quai du port, 13002 Marseille - Abrogation de la décision N°20/128/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La décision n°20/128/D convention d'occupation précaire pour le Département – 3 quai du Port, 13002 Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une la parcelle cadastrée 809 E 47 sise 3 Quai du Port, 13002 Marseille d'une superficie de 1369 m² sur laquelle existe un bâtiment d'une superficie totale de 500m² ;
- Que dans le cadre d'un projet « Centre Pompidou, Studio 13/16 Tour », le Département a saisi la Métropole pour développer un centre culturel dans une partie des locaux, mettre en place diverses installations pédagogiques et animer les lieux ;
- Que la signature d'une autorisation d'occupation temporaire à titre gratuit, précaire et révocable est envisagée ;
- Que cette autorisation prendra effet à la date de signature ;
- Que la décision initiale n°20/128/D autorisant cette occupation est entachée d'une erreur matérielle ;

- Que le cadre juridique inscrit dans la décision initiale n°20/128/D n'est pas approprié à la domanialité du bien qui relève du domaine public maritime ;
- Qu'il convient donc d'abroger la décision n°20/128/D au regard des motifs précédemment cités.

DECIDE

Article 1 :

D'abroger la décision n°20/128/D relative à la convention d'occupation temporaire pour le Département – 3 quai du Port, 13002 Marseille.

Article 2 :

De signer une autorisation d'occupation temporaire à titre gratuit, précaire et révocable pour permettre au Département d'occuper les lieux pour une durée de 24 mois à compter de la date de sa signature.

Article 3 :

Monsieur le Directeur General des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Septembre 2020

Décision n° 20/769/D

Signature d'un bail avec la SCI CARREDIS au 14 rue d'Anthoine, 13002 Marseille - Création d'une plateforme logistique métropolitaine.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis favorable des Domaines du 9 septembre 2020 portant numéro 2020-202V1487.

CONSIDERANT

- Que dans le contexte actuel lié à la COVID et avec une ambition métropolitaine de gestion des stocks des équipements de protection individuelle (EPI), archives et mobilier des locaux mixtes (entrepôts et bureaux) sis 14 Rue d'Anthoine, 13002 Marseille portant le numéro d'inventaire AS TECH 13 202 007 01 C01. sont disponibles à la location ;
- Que les conditions de mise à disposition négociées sont la signature d'un bail d'une durée ferme de 9 ans et non soumis au statut des baux commerciaux avec la SCI CARREDIS, laquelle est titulaire d'une convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels. La location prendrait effet à compter de la signature et de la notification du bail selon les conditions suivantes ;

Surfaces : 2 687 m² quote-part des parties communes incluse répartie de la manière suivante : 2 436 m² entrepôt et 251 m² bureaux.

Parkings : VL en jouissance commune.

Durée : 9 années fermes à compter de la date de signature du bail.

Conditions financières :

- Loyer annuel : 214 960 € HT HC hors fiscalité soit 80 euros / m².
- Franchise de loyer : 7 mois de franchise de loyer HT HC.
- Indexation : annuelle à la date anniversaire du bail.
- Règlement : trimestriel d'avance par virement bancaire.
- Provisions pour charges locatives (assurance comprise) : 14,18 euros /m²/HT soit 38 101, 66 euros HT.
- Provisions pour fiscalité : 9,80 €/m²/HT soit 26 332,60 euros HT
- Honoraires de gestion technique : 2,75% HT du loyer annuel HT HC Hors fiscalité soit 5 911,40 euros HT HC.
- Dépôt de garantie : 3 mois de loyer HT CT Hors fiscalité soit 53 740 euros HT HC.
- La possibilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre à bail pour une durée de 9 années fermes des locaux situés 14 rue d'Anthoine à 13002 Marseille ainsi que les annexes et toutes pièces s'y rapportant ;
- Le regroupement à proximité de la Tour La Marseillaise du stockage des archives, mobiliers, courriers et équipements de protection individuels que permettrait cette prise de bail ;
- Que cette prise à bail permettrait la libération des espaces de stockage situés dans l'ensemble immobilier sis 83 rue le Châtelier, 13015 Marseille et la résiliation du bail commercial professionnel associé ;
- Que les conditions financières négociées pour cette prise à bail sont conformes à l'avis du service des Domaines rendu le 9 septembre 2020.

DECIDE**Article 1 :**

De signer un bail, les annexes et toutes les pièces s'y rattachant, avec la SCI CARREDIS, pour une durée de 9 ans pour les locaux sus mentionnés.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A130 – Nature 6132, 614, 63512, 62268 – Chapitre 011 – Fonction 020.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Octobre 2020

Décision n° 20/771/D

Bail Dérogatoire avec la société Synchrosome pour l'occupation d'une cave dans le bâtiment C Luminy Biotech

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV002-058/14/CC du 25 février 2014 relative à l'approbation de modèle type de contrats de location de locaux et d'une tarification des loyers à appliquer au parc immobilier d'entreprises de Marseille Provence Métropole.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment Luminy Biotech au sein du parc scientifique de Luminy sis 163 Avenue de Luminy, 13288 Marseille cedex 09 ;
- Que la société Synchrosome, représentée par Monsieur Gilles Fadat, a signé une convention d'occupation temporaire du 1^{er} mars 2018 pour l'occupation de la cave C1, sous le numéro 1320900204001 ;
- Que la convention initiale est arrivée à terme ;
- Que la signature d'un bail dérogatoire de 3 ans pour un loyer annuel de 747, 60 euros HT HC permettra de répondre à la demande de l'entreprise de continuer à occuper les locaux ;
- Que la société s'engage à verser un dépôt de garantie d'un montant de 186.90 euros ;

- Que le bail prendra effet à compter de la date de signature des deux parties pour une durée de 3 ans.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail dérogatoire de 3 ans avec la société Synchrosome pour l'utilisation de la cave C1 sis à Luminy Biotech – Parc scientifique de Luminy – 163 Avenue de Luminy – 13288 Marseille cedex 09.

Article 2 :

Le montant du loyer à payer par l'entreprise est fixé à 747, 60 euros HT HC annuel. Le montant du dépôt de garantie est fixé à 186,90 euros.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées à l'Etat Spécial de Territoire CT1 : Sous-politique B330 – Service 900 000 – nature 752 – fonction 68.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/775/D

Convention de mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la SCI Le Poete au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Aménagement du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition anticipée du terrain préalable au transfert de propriété.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues ;
- Que pour être mené à bien, ce projet requiert l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 8 m² à détacher de la parcelle cadastrée BV 0128, appartenant à la SCI Le Poète ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite entamer les travaux dans les délais impartis et que son intervention nécessite une mise à disposition anticipée de l'emprise concernée ;

- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI Le Poète ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention avec la SCI Le Poète et au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété de l'emprise de terrain d'environ 8 m² à détacher de la parcelle BV 0128, sise boulevard de la Valampe à Châteauneuf-les-Martigues.

Article 2 :

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux. Sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/776/D

Emprunt obligataire de 30 000 000 € émis sous le programme EMTN de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20 CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 003-8075/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n° 20/101/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/126/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

L'opportunité de diversifier les sources de financement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'assurer la réalisation du programme d'investissement 2020.

DECIDE

Article 1 :

De procéder à l'émission d'obligations, dont le placement est réalisé par la banque HSBC France, en tant qu'arrangeur et placeur du programme, et dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Septembre 2020

Montant	30 000 000 €
Durée	6 ans
Taux Fixe maximum	0,30 %
Date de versement	7 Octobre 2020
Première échéance des intérêts	7 Octobre 2021
Mode d'amortissement	infine
Périodicité des intérêts	Annuelle
Base de calcul	Exact/Exact (ICMA)
Prix d'émission	100%
Commission de placement	0,125% soit 37 500 €
Estimation des fonds nets à percevoir par l'émetteur	30 000 000 - 37 500 = 29 962 500 €

Article 2 :

Est précisé que les fonds provenant de cette émission obligataire, soit 30 000 000 € (fonds nets versés de 29 962 500 €), sont dédiés au financement des investissements 2020 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Est signé l'ensemble de la documentation financière afférent à ladite émission obligataire.

Article 4 :

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cette émission obligataire.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'émission seront imputés au compte 627.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 22 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 22 Septembre 2020

Décision n° 20/777/D

**Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la SASU
Rampa Travaux Publics - Route de Martigues, D9 13700 Marignane**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle située route de Martigues – D9 – 13700 Marignane et cadastrée sous les références BS 00020 ;
- Que le groupement d'entreprises SOGEA, Réseaux et travaux publics, Pompage Rhône Alpes et Rampa Travaux Publics a été mandaté par la Direction de l'Eau de l'Assainissement et du Pluvial de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'opération « desserte sanitaire et en eau potable des quartiers Raphèle, Beausset et Billard à Marignane et Gignac-la-Nerthe » pour installer une base de vie sur cette parcelle ;
- Que le groupement d'entreprises SOGEA, Réseaux et travaux publics, Pompage Rhône Alpes et Rampa Travaux Publics, représentées par leur mandataire la SASU Rampa travaux Publics, souhaite occuper cette parcelle.

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention d'occupation à titre précaire et révocable avec SASA Rampa travaux Publics, représentant les sociétés SOGEA, Réseaux et travaux Publics, Pompage Rhône Alpes et Rampa Travaux Publics afin qu'elles puissent occuper la parcelle cadastrée BS 00020, sise Route de Martigues – D9 – 13700 Marignane pour une durée de 14 mois à compter de la date de signature de cette convention.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/779/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association Collectif Velo en Ville

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- la requête n°2005246 déposée par l'Association collectif velo en ville devant le Tribunal Administratif de Marseille le 15 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la décision du 14 mai 2020 par laquelle la Métropole a refusé de mettre en place des itinéraires cyclables continus sur la totalité du boulevard de la Blancarde dans le 4^{ème} arrondissement de Marseille, notamment entre le boulevard Louise Botinelly et le boulevard Jeanne de Chantal jusqu'au boulevard Françoise Duparc.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés domiciliée, 282 Boulevard Saint Germain 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Septembre 2020

Décision n° 20/780/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Robert Arnal et Fils

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004726 déposée par la société Robert Arnal et Fils devant le Tribunal Administratif de Marseille le 28 juin 2020 sollicitant l'annulation de la délibération URB 052-7423/19/BM du 19 décembre 2019 autorisant la cession de la parcelle située au 14 rue André Allar à Marseille, cadastrée 901 K 046, au profit de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour un montant de 3 040 000 euros TTC ainsi qu'une indemnité de emploi de 190 000 euros.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés domiciliée, 282 Boulevard Saint Germain 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Septembre 2020

Décision n° 20/781/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Bourdeaux Madeleine

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004992 déposée par Madame Madeleine Bourdeaux devant le Tribunal Administratif de Marseille le 5 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence, en tant qu'elle a classé la parcelle cadastrée section N°50 située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille en zone UP3.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Septembre 2020

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Septembre 2020

Décision n° 20/782/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Josette Maurin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004989 déposée par Madame Josette Maurin devant le Tribunal Administratif de Marseille le 5 juillet 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur le Territoire de Marseille-Provence en ce qu'elle a classé les terrains lui appartenant en zone agricole au lieu d'être en zone urbaine.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Septembre 2020

Décision n° 20/783/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Romano Nicolas

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004990 déposée par Monsieur Romano Nicolas devant le Tribunal Administratif de Marseille le 5 juillet 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur le Territoire de Marseille-Provence en ce qu'elle a classé les terrains lui appartenant en zone N au lieu d'être en zone urbaine.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 25 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/784/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Hélène Arnaud

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- la requête n° 1908292-5 déposée le 27 septembre 2019, au Tribunal administratif de Marseille, par Madame Hélène Arnaud contestant la décision de refus d'attribution de l'aide d'accès au logement locatif relevant du fonds de solidarité logement.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/785/D

Décision d'estimer en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Fabrice Corallo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004994-2 déposée par Monsieur Fabrice Corallo devant le Tribunal Administratif de Marseille le 6 juillet 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUi sur le territoire de Marseille Provence et ensemble la décision de rejet implicite du recours gracieux du 14 février 2020.

DECIDE

Article 1 :

D'estimer en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télerecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/786/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société RTE.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1704935 présentée par la société RTE devant le Tribunal Administratif de Marseille, dirigée contre la commune d'Aix-en-Provence et la société ENIT, tendant à leur condamnation conjointe à lui verser, d'une part, une indemnité de 157 914,75 euros pour avoir endommagé des ouvrages lui appartenant, et d'autre part, une somme de 3500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La mise en cause de la Métropole Aix-Marseille-Provence par la société RTE.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Cabinet Cabanes Neveu Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/787/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Allauch Park

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005025 déposée par la Société Allauch Park devant le Tribunal Administratif de Marseille le 7 juillet 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix Marseille Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUi sur le territoire de Marseille Provence et ensemble la décision de rejet implicite du recours gracieux du 16 mars 2020.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée ,71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Septembre 2020

Décision n° 20/788/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Delphine Gobert

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005068 déposée par Madame Delphine Gobert devant le Tribunal Administratif de Marseille le 8 juillet 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix Marseille Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUI sur le Territoire de Marseille-Provence pour erreur manifeste d'appréciation en ce qu'il a qualifié son terrain en emplacement réservé (M08/014/10m et M08/027/12m).

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/789/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Georges Carignano

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005023 déposée par Monsieur Georges Carignano devant le Tribunal Administratif de Marseille le 6 juillet 2020 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du PLUi sur le territoire de Marseille Provence et ensemble la décision de rejet implicite du recours gracieux du 14 février 2020.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée ,40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/790/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants illicites de la ZAC Athelia à la Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- Le constat d'huissier établi le 26 juin 2020 par la SAS Provjuris, Huissiers de Justice.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal judiciaire de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats domicilié, 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Leonardi Catsicalis Peltier Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/791/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Parme Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Monique Gras et Autres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004993 déposée par Madame Monique Gras, Madame Mireille Vaudano, l'Association Campagne à la Ville, Monsieur Antoine Sanz et les consorts Renouf devant le Tribunal Administratif de Marseille le 5 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence, en tant qu'elle a classé les parcelles cadastrées 886 section A n°20 et 21 en zone UC2 situées dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Parme Avocats domiciliée, 12 boulevard de Courcelles 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Parme Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/792/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres/SCP d'avocats Vedesi aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre des instances contre le Plan local d'urbanisme de la Commune de Rognes.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°2007082 présentée par le Préfet des Bouches-du-Rhône devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, à l'annulation de la délibération n°URB006-7898/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Rognes ;
- Le référé suspension n°2007083 présenté par le Préfet des Bouches-du-Rhône devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, à la suspension de l'exécution de la délibération n°URB006-7898/19/CM du 19 décembre 2019 par laquelle le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Rognes.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par le groupement SELARL Sindres/SCP d'avocats Vedesi, dont la SCP d'avocats Vedesi est mandataire – 28 rue d'Enghien – 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres/SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/793/D

Approbation d'une convention d'occupation temporaire de la Ville de Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Société SAS GLAM pour l'extension Nord-Sud du réseau Tramway.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération du Conseil de Communauté Urbaine DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération N°TRA 021-4616/18/CM du Conseil de la Métropole, du 18 octobre 2018, portant approbation de la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et de son affectation ;
- La délibération HN 001/8065/20 CM du Conseil de la Métropole du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétence à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'autorisation d'occupation temporaire au profit de la métropole AMP et de la société SAS Glam.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice des transports depuis le 1^{er} janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Par délibération n° DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel / Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1.8 km (Extension Arenc – Capitaine Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4.4 km (Extension Castellane – La Gaye).

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

Dans le cadre de l'opération, la rue de Lyon doit être élargie à 29 m, notamment sur des terrains appartenant actuellement à la Ville de Marseille.

La Ville, en vertu d'une délibération du 16 septembre 2019, a signé une promesse unilatérale de vente avec la société GLAM portant sur un terrain avec bâtis d'une emprise de 24 226 m², sur les parcelles cadastrées 901 I n°30 et 31 en vue de la réalisation d'un programme immobilier mixte (périmètre P1) et a autorisé la mise à disposition d'une emprise bâtie contigüe de 3828 m², composée des parcelles cadastrées 901 I n°29, 33 et 34, au profit de la Métropole pour les besoins de l'extension Nord du réseau de Tramway (périmètre P2).

La société GLAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont la charge du désamiantage et de la démolition des bâtiments dans leurs périmètres respectifs, pour les besoins de leurs projets.

Par délibération du 17 juin 2019, la Ville a expressément autorisé la société GLAM à procéder aux démolitions des bâtiments à l'intérieur du périmètre P1. Par convention de gestion du 18 novembre 2019, la Ville a confié à la société GLAM la gestion de la sécurisation, de l'entretien et du gardiennage du terrain et des bâtiments au sein du périmètre P1.

Par convention de mise à disposition de terrains préalable au transfert de propriété, la Ville a expressément autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à procéder aux opérations de désamiantage et de démolition des bâtiments à l'intérieur du périmètre P2.

Certains bâtiments à démolir se situent à cheval sur les périmètres P1 et P2, si bien que les maîtres d'ouvrages respectifs, la société GLAM et la Métropole AMP doivent empiéter sur le périmètre de l'autre.

La Ville conservant la propriété de l'assiette des projets jusqu'au transfert de propriété, il lui appartient d'autoriser d'une part la société GLAM à pénétrer sur le périmètre P2 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'autre part à autoriser la Métropole Aix-Marseille-Provence à pénétrer sur le périmètre P1 de la société GLAM, par dérogation aux conventions susvisées afin de procéder aux désamiantage et aux démolitions des bâtiments tels que repérés sur le plan annexé à la convention.

Les maîtres d'ouvrages des projets s'autorisent mutuellement à occuper temporairement leurs zones d'intervention, à en assurer la gestion de la sécurisation, de l'entretien et du gardiennage du terrain et des bâtiments correspondant à ces zones d'intervention, afin de pouvoir y réaliser les opérations de désamiantage et de démolition des bâtiments.

CONSIDÉRANT

- Que la Ville de Marseille met à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles dont elle est propriétaire pour la réalisation des extensions Nord et Sud du tramway de Marseille ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la Ville de Marseille à occuper temporairement lesdites parcelles et à opérer les travaux de dépollution et de démolition du bâti dans l'attente des procédures foncières de transfert de propriété ;
- Que la société GLAM est autorisée par la Ville de Marseille à procéder aux démolitions des bâtiments à l'intérieur des parcelles objets d'une promesse de vente ;
- Que certains bâtiments à démolir se situent à cheval sur les périmètres respectivement mis à disposition de la métropole AMP et de la société GLAM par la Ville de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention avec la Ville de Marseille autorisant la société GLAM à occuper temporairement le périmètre P2 mis à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessaire aux opérations de désamiantage et de démolition et autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à occuper temporairement la partie du périmètre P1 mis à disposition de la société GLAM, nécessaire aux opérations de désamiantage et de démolition des bâtiments.

Article 2 :

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux pour une durée courant jusqu'au 31 mars 2021, date d'achèvement des travaux de désamiantage et de démolition.

Elle prendra fin de plein droit à la date de déclaration d'achèvement des travaux la plus tardive.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Octobre 2020

Décision n° 20/795/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet Provansal-D'journo-Guillet pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Kayed Benjamin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- L'assignation signifiée devant le Tribunal Judiciaire de Marseille le 21 juillet 2020 par Monsieur Benjamin Kayed, agent métropolitain à l'encontre du Fonds de Garantie suite à son accident de la circulation survenu le 22 février 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Judiciaire de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Provansal-D'journo-Guillet domicilié, 43-45 rue Breteuil 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Provansal-D'journo-Guillet pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/796/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Pierre Segura

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005024 déposée par Monsieur Pierre Segura devant le Tribunal Administratif de Marseille le 6 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille-Provence, en tant qu'elle a classé les parcelles 865 E 6 et 7, situées dans le 11^{ème} arrondissement de Marseille, en zone UM1 et 18-20-21 en EBC.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/797/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SMA Vautubière

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1807551 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille le 24 juillet 2020 annulant le titre exécutoire 18/000091 émis le 26 juillet 2018 d'un montant de 1.280.000 euros dans le cadre de la Délégation du Service Public de gestion des déchets par enfouissement du site de la Vautubière situé à la Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller, 10 rue Dieudé – 13 006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/798/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SMA Vautubière

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement n°1910095 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille du 24 juillet 2020 annulant le titre 19/000057 émis le 4 octobre 2019 d'un montant de 1 326 000 euros dans le cadre de la Délégation du Services Public de gestion des déchets par enfouissement du site de la Vautubière situé à la Fare les Oliviers.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller, 10 rue Dieudé – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet d'Avocats Beauvillard Bouteiller pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique «Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/799/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Michèle Robert et Autres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2005271 déposée par Madame Michèle Robert et autres devant le Tribunal Administratif de Marseille le 15 juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence modifiant la prescription graphique de hauteur sur la totalité de la parcelle BN193 et une partie de la parcelle BN 192 situées sur la commune de La Ciotat.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris

Article 2 :

Les honoraires dus à SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/800/D

Décision d'ester en justice - Désignation du cabinet ERNST & YOUNG pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Julie Houplon

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004702 déposée par Madame Julie Houplon devant le Tribunal Administratif de Marseille le 25 juin 2020 sollicitant l'annulation de la décision implicite de rejet de la demande de la requérante, née du silence de la Métropole le 25 avril 2020, par laquelle elle demandait la modification de l'emplacement des containers de la résidence la Moana située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le cabinet Ernst & Young domicilié, 1-2 Place des Saisons Paris la Défense 92400 Courbevoie.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Ernst & Young pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/801/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Hebrew Academy of Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La requête n°2004868 déposée par la Hebrew Academy of Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille le 1^{er} juillet 2020 sollicitant l'annulation de la délibération du 19 décembre 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence, en tant qu'elle a classé la parcelle section B N°218 située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille en zone UP3 au lieu de la classer en zone UC2.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/802/D

Signature d'une convention d'occupation temporaire pour la mise à disposition des parcelles cadastrées section G n°397 et n° 398 pour une nouvelle période d'occupation au bénéfice de Monsieur et Madame Quet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de parcelles sises Route de la Cabane Noire, lieu-dit Saint-Véran à Istres, cadastrées section G n° 397 et n° 398 d'une contenance cadastrale 1 hectare 08 ares et 10 centiares et figurant à son inventaire au titre des réserves foncières ;
- Que de par leur statut de réserve foncière, ces parcelles sont susceptibles d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement ;
- Que l'article L. 221-2 du Code de l'Urbanisme dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive ;

- Que la convention d'occupation temporaire conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Quet Thierry pour la mise à disposition des parcelles cadastrées section G n° 397 et n° 398 consentie par décision n° 268/17 du 26 avril 2017 est arrivée à son terme le 7 juin 2020 ;
- Que Madame et Monsieur Quet, ont fait part de leur souhait de disposer d'une nouvelle période de mise à disposition pour poursuivre l'occupation desdites parcelles pour le pâturage de leur cheval ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette mise à disposition et qu'une convention d'occupation temporaire précaire et révocable à titre onéreux du domaine privé doit être formalisée par une convention ;
- Que le bien porte le numéro d'inventaire ASTECH n° 13047046.

DECIDE

Article 1 :

De signer la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable, des parcelles cadastrées à la section G sous les numéros 397 et 398, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sises Route de la Cabane Noire, lieu-dit Saint-Véran à Istres, au bénéfice de Madame et Monsieur Thierry Quet, demeurant à Istres (13800), 383 Ronde des Pioutons, Lieu-dit La Prédina, pour le pâturage de leur cheval.

Article 2 :

La présente convention est délivrée dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de trois ans à compter de sa date de notification. A son terme elle ne sera susceptible d'aucune reconduction.

Article 4 :

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 878,51 euros.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget métropolitain, chapitre 75, nature 752.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Décision n° 20/803/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL Camille Mialot Avocat pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SCI Le Billard et aux consorts Tumbarello

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN001/8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/MM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- Le jugement RG 19/00035 de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône du 5 février 2020 fixant le montant de l'indemnité due à la SCI le Billard à la somme de 1 126 431 euros concernant les parcelles AL 64 / 65 / 67 dans le cadre de la procédure d'expropriation engagée à l'encontre de la SCI le Billard et des consorts Tumbarello.
- Le jugement RG 19/00087 de la juridiction d'expropriation des Bouches-du-Rhône du 5 février 2020 fixant le montant de l'indemnité due aux consorts Tumbarello à la somme 1 005 042,50 euros concernant la parcelle AL 66 dans le cadre de la procédure d'expropriation engagée à l'encontre de la SCI le Billard et des Consorts Tumbarello.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Chambre d'expropriation de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat domiciliée, 71 boulevard Saint-Michel 75005 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/804/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Cachard et Maître Vicquenault pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans l'affaire qui l'oppose au Préfet des Bouches-du-Rhône

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône n°0180 du 27 septembre 2020, portant prescription de nouvelles mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le département des Bouches-du-Rhône, en ce qu'il a prescrit la fermeture des restaurants et débits de boissons situés sur les communes d'Aix-en-Provence et de Marseille entre le 27 septembre minuit et le 11 octobre 2020 inclus.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Maître Cachard et Maître Vicquenault domiciliés 25 rue Sylvabelle, 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Cachard et Maître Vicquenault pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/805/D

Décision de prise en charge des honoraires de Maître Grima Anne au titre de la protection fonctionnelle accordée à Monsieur Richard Vacheron

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- La protection fonctionnelle accordée à Monsieur Richard Vacheron, le 3 juin 2020 sur le fondement de l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 portant Statut Général de la Fonction Publique, suite à la demande de l'intéressé ;

DECIDE

Article 1 :

Les honoraires de Maître Anne Grima, 337 rue d'Allemand, 84200 Carpentras sont pris en charge au titre de la protection fonctionnelle accordée à Monsieur Richard Vacheron.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 3 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 30 septembre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 30 Septembre 2020

Décision n° 20/808/D

Exercice du droit de priorité d'un bien cadastré section BO n° 51 situé Chemin du Cimetière sur la commune de Miramas appartenant à l'Etat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 240-1 à L. 240-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le courrier de l'Etat du 7 août 2020 portant sur la notification du droit de priorité pour l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un bien appartenant à l'Etat cadastré section BO n° 51 à Miramas d'une superficie de 428 m².

CONSIDÉRANT

- Que l'acquisition de la parcelle cadastrée section BO n° 51, d'une superficie de 428 m², située Chemin du Cimetière à Miramas, propriété de l'Etat, permettrait la mise en œuvre d'un projet de prolongation de la voie de l'Avenue Adrien Mazet pour le passage d'un pont routier à double sens à l'entrée Est de la ville.

DECIDE

Article 1 :

Est exercé au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Miramas.

Cadastre : BO 0051

Superficie habitable : 428 m²

Situation : Chemin du Cimetière à Miramas

Désignation : Parcelle bâtie

Propriété : L'Etat

Prix de vente : 110 000 euros

Objet du droit de priorité : nécessaire au projet de prolongation de la voie de l'Avenue Adrien Mazet afin de permettre le passage d'un pont routier à double sens à l'entrée Est de la ville.

Article 2 :

La décision d'acquérir la parcelle bâtie ci-dessus désignée est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Etat – DRFIP – Pôle Expertise et Service aux Publics – Division des missions Domaniales – 52 Rue Liandier – 13008 Marseille.

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considérera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les détails fixés par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Maître Véronique Piombo, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 5 :

Le prix d'acquisition, les frais d'actes et de tout document se rapportant à cette acquisition seront payés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Les crédits nécessaires à cette acquisition foncière sont inscrits au Budget de la Métropole, Chapitre 2017501300, Nature 2115, code opération 2017501300.

Article 7 :

Monsieur le Directeur général des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 7 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Octobre 2020

Décision n° 20/809/D

Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane (Phase 2 Etudes et Travaux)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 005-2329/17/CM du 13 juillet 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du programme de prolongement du BHNS du réseau des bus de l'étang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides - Marignane en vue du lancement de la maîtrise d'œuvre ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Prolongement du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus vers Plan-de-Campagne et vers la ZAC des Florides à Marignane »,
- Que l'objectif de cette opération est de desservir des pôles économiques importants grâce à une extension de la ligne initiale du Bus à Haut Niveau de Service,

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

- Que le coût prévisionnel de cette opération a été estimé à 15 297 000 euros toutes taxes comprises,
- Que le Plan de financement prévisionnel prévoit en financement externe 4,45 % de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur « CRET » soit 680 000 euros et en autofinancement 95,55% de la Métropole Aix-Marseille-Provence soit 14 617 000 euros
- Que le calendrier prévisionnel des études (2020 à 2023) et des travaux (2023 à 2025) permettront une mise en service en 2025.

DECIDE

Article 1 :

De solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de cette présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/810/D

Décision modificative de la décision 13/381/D sous régies de recettes transports métropolitains

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;

- La décision n°17/330/D du 28 juillet 2017 instituant une régie de recettes pour l'encaissement des produits de la vente des titres de transport relevant de la pluralité des titres métropolitains et notamment de l'article 2 qui prévoient la création de sous-régies de recettes ;
- La décision n°17/381/D du 12 septembre 2017 instituant 5 sous régies ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 23 septembre 2020,

CONSIDÉRANT

La nécessité de clôturer les sous régies de Carnoux-en-Provence, de Sausset-les-Pins et Carry-le-Rouet en commun accord avec les communes respectives ; il convient de modifier la décision n°17/381/D du 12 septembre 2017 ;

DECIDE

Article 1 :

Les sous-régies de Carnoux-en-Provence, de Sausset-les-Pins et de Carry-le-Rouet sont clôturées en commun accord avec les communes respectives.

Article 2 :

Il est institué à la régie de recettes « Transport Métropolitain pour l'encaissement des produits de la vente des titres de transport relevant de la pluralité des titres métropolitains » deux sous-régies de recettes pour les encaissements au comptant,

Les recettes des sous-régies s'impacteront sur le budget transport en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Les sous-régies sont installées :

Nom de la Sous-Régie	Adresse
Sous-régie de transports métropolitains de Gémenos	Office du Tourisme-Cours Pasteur -13420 Gémenos
Sous-régie de transports métropolitains de Chateauneuf-les-Martigues	Hôtel de Ville – Place Bellot – BP24 – 13168 Chateauneuf-les-Martigues

Article 4 :

Les sous-régies encaissent les produits suivants

- Tous les produits de la gamme tarifaire PASS L en vigueur

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèque bancaire
- En carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains ».

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Comptable Public Assignataire au nom de la régie de recettes pour l'encaissement des produits de la vente des titres de transport relevant de la pluralité des titres métropolitains : site internet, application mobile ou encaissement au comptant.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant total de 60 euros est mis à la disposition du régisseur. Le fonds de caisse est réparti dans les sous-régies selon les modalités suivantes :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 euros est mis à la disposition de chaque sous-régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que chaque sous-régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 100 euros.

Article 10 :

Les sous-régisseurs titulaires sont tenus de verser le montant de l'encaisse au régisseur titulaire dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 11 :

Les sous-régisseurs et mandataires versent au régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Décision n° 20/812/D

Création de la régie de recettes pour l'encaissement des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements, à l'accueil du grand public en accès libre, dans le cadre d'animations et de stages du centre sportif de Fontainieu.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 autorisant la Présidente à créer des régies comptables ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 15 septembre 2020.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de créer une régie de recettes pour l'encaissement des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements, à l'accueil du grand public en accès libre, dans le cadre d'animations et de stages du centre sportif de Fontainieu.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour l'encaissement des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements, à l'accueil du grand public en accès libre, dans le cadre d'animations et de stages du Centre Sportif de Fontainieu ouverte auprès de la direction de la Gestion des Equipements Publics. Les recettes de la régie du Centre Sportif de Fontainieu s'impacteront sur le budget EST du CT1.

Article 2 :

Cette régie est installée au 75 chemin de Fontainieu – 13014 Marseille.

Article 3 :

La régie encaisse les produits figurant sur la délibération tarifaire en cours, notamment :

- Redevances d'occupation du domaine public
- Stages
- Location de matériel sportif

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Chèques
- Numéraires
- Instruments de paiement (ex : Chèque CAF, chèque latitude 13...)

Elles sont perçues contre la remise à l'usager d'une quittance.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie du Centre Sportif de Fontainieu auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 6 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 8 000 euros.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Décision n° 20/814/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Charrel Associés afin de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le cadre de l'instance contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La requête n°2006382 présentée par Monsieur Gilles Rouvet et Madame Karine Plotère devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant, d'une part, à l'annulation partielle de la délibération MET19/12008/CM du 24 octobre 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge en tant qu'elle classe la parcelle AC n°225 en zone A, et d'autre part, à ce qu'une somme de 1200 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L.761-1 du Code de Justice Administrative

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par Charrel Associés Avocats – 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet Charrel Associés Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/815/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un immeuble entier comprenant quatre appartements et un local commercial situé 5 boulevard d'Athènes à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 C 86 appartenant à la SCI Monginaud.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001/8065/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM, du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole à la Présidente ;
- La délibération URB 011-7382/19/BM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 instaurant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et le Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de Marseille Provence ;

- La délibération n° URB 001-7993/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 201 20 M 0331 reçue en mairie de Marseille le 13 août 2020, portant aliénation d'un immeuble entier comprenant quatre appartements et un local commercial situé à Marseille 1^{er} arrondissement, 5 boulevard d'Athènes, sur une parcelle cadastrée 801 C 86 et appartenant à la SCI Monginaud.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que par effet de la délibération n° URB 024-7916/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le Droit de Préemption Urbain (DPU) ou le Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme sur le territoire de la ville de Marseille, au titre desquelles tout concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- Que ce bien entre dans le champ d'intervention de l'opération de renouvellement urbain Grand Centre-ville conduite dans le cadre de la concession d'aménagement du même nom confiée à la SOLEAM ;
- Que l'opération Grand Centre-ville doit permettre, sur la période 2011-2025, le renouvellement urbain des pôles d'intervention ciblés avec pour objectifs de produire 1400 logements après restructuration lourde ou restauration, de réaliser environ 20 000m² de locaux d'activités ou d'équipements, de requalifier environ 50 000m² d'espaces publics en lien avec les pôles de projet ;
- Que la maîtrise foncière de cet immeuble entier répond aux objectifs de l'opération Grand Centre-ville en matière de production de logements ainsi qu'à ceux du Projet Partenarial d'Aménagement.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la pleine propriété d'un immeuble entier comprenant quatre appartements et un local commercial d'une surface utile totale de 380 m² sis sur la parcelle cadastrée 801 C 86 d'une contenance cadastrale de 123 m², situé 5 boulevard d'Athènes à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Monginaud.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Décision n° 20/816/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP d'Avocats Seban et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Karos

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé pré contractuel n°2007079-3 déposée le 17 septembre 2020 au Tribunal Administratif de Marseille par la Société Karos France demandant l'annulation de la procédure de passation du marché visant à mettre en place une plateforme de covoiturage à disposition des habitants de la Métropole.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Seban et Associés domiciliée 282 Boulevard Saint Germain 75007 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP d'avocats Seban et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Décision n° 20/817/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Christian Punginelli dans le cadre de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Auriol

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°20MA02793 déposée le 6 août 2020 devant la Cour Administrative d'Appel par Monsieur Christian Punginelli sollicitant l'annulation du jugement n°1801823 du 11 juin 2020 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté sa demande tendant à annuler la délibération du 10 juillet 2017 par laquelle le Conseil municipal de la commune d'Auriol a approuvé la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme en tant qu'elle classe en zone Nh les parcelles cadastrées KZ n° 101 et 103.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et associés domiciliée 5, rue Boussairolles, 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/818/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'association les Amis de la Terre Bouches-du-Rhône - Provence dans le cadre de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 2004601-2 déposée le 19 juin 2020 devant le Tribunal Administratif par l'association les Amis de la Terre Bouches-du-Rhône – Provence sollicitant l'annulation de la délibération n° URB 023-7126/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant approbation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne ayant pour objet l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUE dit de « Camp de Sarlier ».

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et associés domiciliée 5, rue Boussairolles, 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020

Décision n° 20/819/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à France Nature Environnement 13 (FNE13) dans le cadre de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 2004967-4 déposée le 2 juillet 2020 devant le Tribunal Administratif par France Nature Environnement 13 sollicitant l'annulation de la délibération n° URB 023-7126/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant approbation de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aubagne ayant pour objet l'ouverture à l'urbanisation du secteur AUE dit de « Camp de Sarlier ».

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée 5, rue de Boussairolles, 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/820/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELAS Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Elisabeth Forest

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la requête n°2007319-2 déposée le 25 septembre 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Madame Elisabeth Forest, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Charrel et Associés domiciliée 5, rue de Boussairolles, 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/821/D

Décision d'ester en justice - Désignation du groupement Sindres/Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Olivier Esquer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la requête n°2004519-2 déposée le 18 juin 2020, au Tribunal Administratif de Marseille, par Monsieur Olivier Esquer, demandant l'annulation de la délibération n°URB 0001-7993/19/CM, du 19 décembre 2019, approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le groupement Sindres/Vedesi dont le mandataire est la SELARL Sindres domiciliée 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement Sindres/Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Décision n° 20/828/D

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Sécurisation de l'alimentation en eau de Lamanon par interconnexion avec l'usine des Aubes de Salon-de-Provence."

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 064-3083/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017301202 relative à la sécurisation de l'alimentation en eau potable ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 002-8074/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 20/254/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°20/126/CM donnant délégation de fonction à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finance et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence compte réaliser l'opération « Sécurisation de l'alimentation en eau de Lamanon par interconnexion avec l'usine des Aubes de Salon-de-Provence ». La gestion et l'adaptation des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population.

C'est pourquoi le Territoire souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux de sécurisation en eau de la commune de Lamanon.

Les travaux consistent en la création d'une interconnexion entre les communes de Lamanon et Salon-de-Provence par une canalisation de 8 000 ml de long environ.

- Que cet investissement traduit une politique publique métropolitaine qui peut faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés ;
- Que le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 600 000 euros HT ;
- Que le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « Appel à projets « Rebond eau biodiversité climat 2020-2021 »	50 %	1 300 000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	1 300 000 euros
TOTAL	100 %	2 600 000 euros

DECIDE

Article 1 :

De solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau Potable » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Code opération : 2017301202.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget Annexe « Eau Potable » 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 13111 - Code gestionnaire 30.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 octobre 2020

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Octobre 2020